

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°30-2022-125

PUBLIÉ LE 21 DÉCEMBRE 2022

# Sommaire

## Centre Hospitalier Ales-Cevennes / Direction Générale - Secrétariat

30-2022-12-12-00007 - n°756 intérim de direction CH ALES (1 page) Page 4

## Direction départementale des Finances Publiques du Gard /

30-2022-12-16-00010 -

Arrêté portant fermeture exceptionnelle au public des services de la direction départe  
(2 pages) Page 6

30-2022-12-19-00001 -

Arrêté portant fermeture exceptionnelle de la trésorerie de Gard Amendes  
(1 page) Page 9

## Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard /

30-2022-12-15-00002 - Concernant le plan d'épandage sur sols agricoles  
des boues de la station de traitement des eaux usées de MOUSSAC (4  
pages) Page 11

30-2022-12-21-00002 - AP concernant l'accueil de boues externes sur  
l'unité de méthanisation et plateforme de compostage sur la commune de  
NÎMES (6 pages) Page 16

30-2022-12-15-00003 - DP 030 003 22 Y0103 (4 pages) Page 23

30-2022-12-19-00002 - KM-CO-ET322121914440 (4 pages) Page 28

30-2022-12-19-00003 - KM-CO-ET322121915290 (10 pages) Page 33

30-2022-12-20-00002 - KM-CO-ET322122010480 (6 pages) Page 44

30-2022-12-20-00003 - KM-CO-ET322122010490 (6 pages) Page 51

30-2022-12-20-00004 - KM-CO-ET322122011040 (6 pages) Page 58

## Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard / Service Environnement Forêt

30-2022-12-19-00004 - Barème denrées tournesol conso CDCFS-DG DU  
06/12/22 (1 page) Page 65

30-2022-12-14-00062 - Barème denrées modificatif CDCFS-DG du  
06/12/2022 (10 pages) Page 67

## Prefecture du Gard /

30-2022-12-21-00001 - arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 portant  
attribution du titre de maître-restaurateur à M Jean-Philippe PEYROL pour  
l'Etablissement LE COURS (2 pages) Page 78

30-2022-12-16-00009 - Arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête  
publique parcellaire complémentaire (4 pages) Page 81

30-2022-12-16-00007 - Habilitation médiateur association accueil réfugiés  
FORM REFUGIES au CRA30 - Mme DIAGNE (1 page) Page 86

30-2022-12-16-00008 - Habilitation médiateur association accueil réfugiés  
FORM REFUGIES au CRA30 - Mme ISSA (1 page) Page 88

30-2022-12-16-00006 - Habilitation médiateur association pour accueil  
réfugiés FORUM REFUGIES au CRA 30 - MME BELLAHOUEL (1 page)

Page 90

**Sous Préfecture d'Alès /**

30-2022-12-20-00005 - Arrêté préfectoral interdépartemental du 20 12 22-  
extension périmètre SHVC à 4 nouvelles communes (3 pages)

Page 92

Centre Hospitalier Ales-Cevennes

30-2022-12-12-00007

n°756 intérim de direction CH ALES

**DECISION N°756**  
**Interim de direction**

**Le Directeur du Centre Hospitalier Alès-Cévennes**

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> et unique :

Durant l'absence pour congés annuels, **du 26 au 30 décembre 2022 inclus**, de M. Roman CENCIC, l'intérim de direction sera assuré par M. Pascal WESTRELIN.

A ce titre, M WESTRELIN aura toute délégation de signature.

Les jours fériés et week-end sont assurés par l'administrateur de garde.

Fait à Alès, le 12 décembre 2022

Le Directeur

Roman CENCIC



Direction départementale des Finances  
Publiques du Gard

30-2022-12-16-00010

Arrêté portant fermeture exceptionnelle au public des services de la direction départementale des finances publiques du Gard

**Arrêté relatif au régime de fermeture exceptionnelle au public  
des services de la direction départementale des finances publiques du Gard**

Le Directeur départemental des Finances publiques du Gard,

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-03-08-032 en date du 8 mars 2021 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques du Gard ;

Vu l'arrêté du directeur départemental des finances publiques du Gard en date du 25 novembre 2022 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques du Gard ;

**Arrête :**

**Article 1er**

Les services de la direction départementale des finances publiques du Gard listés ci-dessous seront exceptionnellement fermés au public du vendredi 30 décembre 2022 au lundi 02 janvier 2023 inclus :

- service de gestion comptable d'Alès
- service de gestion comptable de Bagnols-sur-Cèze
- service de gestion comptable de Nîmes
- service de gestion comptable Sud Cévennes
- service de gestion comptable d'Uzès
- service de gestion comptable de Vauvert
- trésorerie de Villeneuve-les-Avignon
- trésorerie de Nîmes CHU
- trésorerie hospitalière d'Alès
- trésorerie de Gard Amendes
- paierie départementale
- antenne de Beaucaire du service des impôts des particuliers de Nîmes
- antenne de Saint-Gilles du service des impôts des particuliers de Nîmes

## **Article 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gard et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Nîmes, le 16 décembre 2022

Pour la Préfète et par délégation,  
L'Administrateur général des Finances publiques,

***Signé***

Frédéric GUIN

Direction départementale des Finances  
Publiques du Gard

30-2022-12-19-00001

Arrêté portant fermeture exceptionnelle de la  
trésorerie de Gard Amendes

**Arrêté relatif au régime de fermeture exceptionnelle au public  
des services de la direction départementale des finances publiques du Gard**

Le Directeur départemental des Finances publiques du Gard,

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-03-08-032 en date du 8 mars 2021 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques du Gard ;

Vu l'arrêté du directeur départemental des finances publiques du Gard en date du 25 novembre 2022 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques du Gard ;

**Arrête :**

**Article 1er**

La trésorerie de Gard Amendes sera exceptionnellement fermée au public du lundi 19 décembre au mardi 20 décembre 2022 inclus.

**Article 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gard et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Nîmes, le 19 décembre 2022

Pour la Préfète et par délégation,  
L'Administrateur général des Finances publiques,

**Signé**

Frédéric GUIN

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-15-00002

Concernant le plan d'épandage sur sols  
agricoles des boues  
de la station de traitement des eaux usées de  
MOUSSAC

**Service eau et risques**

Affaire suivie par : Laurent MARTIN

Tél. : 04 66 62 63 91

Mèl : laurent.martin@gard.gouv.fr

**ARRÊTÉ N° 30-2022-  
portant prescriptions spécifiques à déclaration,  
au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement,  
concernant le plan d'épandage sur sols agricoles des boues  
de la station de traitement des eaux usées de MOUSSAC**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** la directive n° 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**Vu** la directive n° 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, dite directive « nitrates », visant la protection des ressources en eau contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** les articles R.211-26 à R.211-47 du Code de l'environnement relatifs à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur sols agricoles pris en application des articles R.211-26 et suivants du Code de l'environnement relatifs à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

**Vu** l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de la Covid-19 ;

**Vu** l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin du 21 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée pour la période 2022-2027 ;

**Vu** L'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme national d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

**Vu** L'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 établissant le programme régional d'actions en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Occitanie.

**Vu** Le décret du 17 février 2021 nommant Marie-Françoise LECAILLON, en qualité de préfète du Gard ;

**Vu** L'arrêté préfectoral n°30-2022-06-28-0002 du 28 juin 2022 portant délégation de signature à M. Sébastien FERRA, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) du Gard ;

**Vu** La décision n° 2022-AH-AG02 du 2 août 2022 de M. Sébastien FERRA, directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer du Gard ;

**Vu** la demande déposée au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement le 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

**Vu** le dossier de déclaration présenté par la commune de Moussac, relatif à l'épandage agricole des boues de la station de traitement des eaux usées de MOUSSAC ;

**Vu** le récépissé de dépôt du dossier de déclaration (n°30-2022-00236) en date du 9 août 2022 ;

**Vu** l'avis de la Mission d'Expertise et de Suivi des Épandages du Gard en date du 2 août 2022 ;

**Vu** le courrier électronique en date du 14/10/2022 adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques de l'arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration ;

**Vu** l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration, signalée par courrier électronique en date du 03/11/2022 ;

**CONSIDERANT** que le projet est compatible avec les dispositions du SDAGE RMC ;

**CONSIDERANT** que le projet est compatible avec les dispositions du SAGE Gardons ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble des parcelles d'épandage sont situées en zone vulnérable ;

**CONSIDERANT** que certaines des parcelles d'épandage sont situées en zone inondable ;

**CONSIDERANT** que certaines parcelles d'épandage sont localisées en bordure de cours et sur des terrains en pente ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer du Gard ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Commune de Moussac, dénommé ci-après le pétitionnaire, de sa déclaration, en application de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, concernant l'épandage agricole de boues issues du traitement des eaux usées domestiques de la station d'épuration, d'une capacité nominale de 1900 EH (type Boue activée faible charge), située sur la commune de Moussac (SANDRE : 060930184002).

Les parcelles agricoles concernées par l'épandage sont localisées sur les communes de Moussac et Sainte-Anastasia.

### ARTICLE 2 : Prescriptions générales

| Rubrique | Intitulé  | Régime   | Arrêté de prescriptions générales correspondants                                |
|----------|---|--|---|
| 2.1.3.0  | Épandage de boues issues de boues de traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, étant :        | Déclaration<br><br>MS : 16,8 t/an<br><br>N : 1,11 t/an | Arrêté ministériel du 8 janvier 1998<br><br>Arrêté ministériel du 30 avril 2020 |
|          | 1) quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an : autorisation ;  |  |   |
|          | 2) quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an à 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et à 40 t/an : déclaration ;                                    |  |   |
|          | Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et les quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées. |  |   |

### ARTICLE 3 : Prescriptions spécifiques aux conditions d'épandage :

Les opérations d'épandage des boues produites sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et à éviter toute pollution des eaux. Elles sont réalisées conformément au présent arrêté, à l'arrêté national et l'arrêté régional définissant le programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur, ainsi que les arrêtés ministériels sus-visés à l'article 2 du présent arrêté.

L'épandage est notamment interdit :

- pendant les périodes de fortes pluviosités et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des périodes pendant lesquelles l'épandage est autorisé conformément au programme d'actions en zone vulnérable aux nitrates ;
- sur les terrains à forte pente (> à 7%), dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage, et en particulier sur les parcelles situées en bordure des cours d'eau.

### ARTICLE 4 : Sanctions administratives et pénales

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application à l'encontre du bénéficiaire, des sanctions administratives prévues aux articles L 171-1 et suivants du Code de l'Environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L 216-9 à 216-12 du même code.

#### **ARTICLE 5: Prescriptions complémentaires.**

Si les principes mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer par arrêté complémentaire toutes prescriptions spécifiques nécessaires.

#### **ARTICLE 6 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **ARTICLE 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R514-3-1 du Code de l'environnement dans les conditions suivantes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article 211-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article R.214-37 du code de l'environnement ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture dans les conditions définies au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers peuvent également déposer une réclamation après la mise en service, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions de l'arrêté : le préfet dispose de 2 mois pour y répondre. En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois pour se pourvoir contre cette décision.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 8 : Publication et information des tiers**

Une copie du présent arrêté est transmise en mairies des communes de Moussac et de Sainte-Anastasia pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'au moins 6 mois.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) – délégation du Gard, à l'EPTB des Gardons et à la MESE du Gard.

#### **ARTICLE 9 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 10 : Exécution**

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture.

Nîmes le **15 DEC. 2022**

La préfète,

Pour la préfète et par délégation  
le chef du service eau et risques

Vincent COURTRAY

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-21-00002

AP concernant l'accueil de boues externes sur  
l'unité de méthanisation et plateforme de  
compostage sur la commune de NÎMES



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Service eau et risques**

Nîmes  
Le

**Dossier suivi par :**

Jérôme GAUTHIER / Guillaume JOUVE / Valérie GALABRUN

Tél. : 04 66 62 66 29

[ddtm-gueau@gard.gouv.fr](mailto:ddtm-gueau@gard.gouv.fr)

[guillaume.jouve@gard.gouv.fr](mailto:guillaume.jouve@gard.gouv.fr)

[valerie.galabrun@gard.gouv.fr](mailto:valerie.galabrun@gard.gouv.fr)

## **ARRÊTÉ N°**

**Portant ouverture d'enquête publique préalable à l'autorisation environnementale requise au titre des articles L181-10 et R181-35 à 38 du code de l'environnement,**

**concernant l'accueil de boues externes sur l'unité de méthanisation et plateforme de compostage sur la commune de NÎMES**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** Le code de l'environnement.

**VU** L'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 relative à la consultation du public.

**VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale.

**VU** l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 précisant que les enquêtes publiques peuvent reprendre depuis le 31 mai 2020 selon les modalités adaptées, respectant les consignes de sécurité édictées par les autorités sanitaires.

**VU** l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement.

**VU** le décret du 17 février 2021 nommant Mme Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard.

**VU** l'arrêté préfectoral n°30-2022-06-28-0002 du 28 juin 2022 portant délégation de signature à M. Sébastien FERRA, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) du Gard.

**VU** la décision n°2022-AH-AG02 du 02 août 2022 de M. Sébastien FERRA, directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer du Gard.

**VU** La circulaire du préfet du Gard en date du 8 juin 2020 relative aux mesures sanitaires à mettre en œuvre dans le cadre des enquêtes publiques.

**VU** La demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L181-1 du code de l'environnement présentée par EAU de Nîmes Métropole, Monsieur Hernandez Manuel agissant en qualité de maître d'ouvrage, déposée à la direction départementale des territoires et de la mer en date du 11 janvier 2022 et enregistrée sous le numéro Gunenv/2022/0100001361.

**VU** La procédure d'autorisation environnementale conduite par la direction départementale des territoires et de la mer dans le respect des prescriptions des articles R181-16 et suivants du code de l'environnement.

**VU** L'article L123-6 du code de l'environnement désignant le préfet du Gard comme autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête publique.

**VU** Le certificat n°e335139f-7c07-47bd-e053-5514a8c0bb18 délivré par la mise en ligne des données brutes de biodiversité de la demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L411-1 A du code de l'environnement relatif la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats.

**VU** Le dossier d'enquête publique comprenant les pièces au titre de la procédure et portant autorisation environnementale au titre de l'autorisation loi sur l'eau et l'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000.

**VU** La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département du Gard pour l'année 2022.

**VU** La décision N° : E22000099/30 du 18/10/2022 du Tribunal Administratif de Nîmes portant désignation d'un commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique.

**VU** La concertation effectuée en date du 09/12/2022 avec le commissaire enquêteur pour l'organisation de l'enquête publique.

**CONSIDERANT** qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de l'environnement, font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions de l'article L.123-2 préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption, les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 ;

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé comprend une évaluation environnementale et qu'une consultation du public par voie électronique n'est de fait pas adaptée ;

**CONSIDERANT** La pandémie de COVID19 et les mesures sanitaires relatives à la protection du public dans le cadre de la participation aux enquêtes publiques

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer du Gard

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

Il est procédé à l'ouverture d'une enquête publique d'une durée de **30 jours consécutifs** sur le territoire de la commune de **Nîmes**,

**du lundi 16 janvier 2023 à 9h00 au mardi 14 février 2023 à 17h00 inclus**

Cette enquête porte sur :

- la demande d'autorisation environnementale présentée par la communauté d'agglomération de Nîmes métropole, 3 rue du colisée, 30947 NÎMES pour l'accueil de boues externes sur l'unité de méthanisation et plateforme de compostage sur la commune de Nîmes.
- L'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences NATURA 2000
- L'autorisation ICPE et déclaration ICPE

## ARTICLE 2

La fourniture de renseignements et de dossiers (aux frais des demandeurs) peut être demandée à :

- **EAU Nîmes métropole, 1349 avenue Joliot Curie 30000 Nîmes – Représenté Monsieur HERNANDEZ MANUEL – manuel.hernandez@eaudenimesmetropole.com**

Au terme de l'enquête publique, pourra être adoptée :

– Par la préfète du Gard :

- Une décision d'autorisation environnementale ou de refus au titre du code l'environnement

## ARTICLE 3

Le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Nîmes est Monsieur BONATO Marc.

## ARTICLE 4

Le registre d'enquête ainsi que le dossier complet d'enquête publique , comportant les pièces :

- au titre de la demande d'autorisation environnementale (autorisation loi sur l'eau et absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000), notamment l'étude d'impact et son résumé non technique.
- L'avis de l'autorité environnementale.

sont déposés à la station d'épuration, **impasse des Jasons à Nîmes**, afin que toutes les personnes intéressées puissent prendre connaissance des dossiers aux jours et heures habituels d'ouverture de la stations d'épuration concernée ainsi que sur le site internet dédié.

Un accès informatique est mis à la disposition du public gratuitement, par la station d'épuration de Nîmes ouest, impasse des jasons à Nîmes pendant les heures d'ouverture, au moyen d'un poste informatique sur lequel le public peut consulter le dossier d'enquête.

Dans le cadre de la consultation du public par voie électronique et en application des articles L 123-12 et 13 du code de l'environnement, le dossier est également consultable sur le site des services de l'État dans le Gard.

L'adresse de ce site est : <https://www.gard.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/NIMES-Accueil-de-boues-externes-sur-l-untie-de-methanisation>

Le dossier d'enquête est consultable par le public sur le site du registre dématérialisé, le public peut présenter ses observations et propositions sur ce registre

L'adresse du registre numérique est : <https://www.registre-numerique.fr/traitement-boues-externes-steu-de-nimes>

Adresse email de dépôt des contributions : [traitement-boues-externes-steu-de-nimes@mail.registre-numerique.fr](mailto:traitement-boues-externes-steu-de-nimes@mail.registre-numerique.fr)

## ARTICLE 5

La commune de Nîmes est désignée comme siège de l'enquête. Les observations et propositions du public sont consignées sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur. Les observations et propositions qui sont adressées par écrit à l'attention de monsieur le commissaire enquêteur, à la station d'épuration de Nîmes ouest – impasse des jasons- sont annexées au registre cité ci-dessus.

Le commissaire enquêteur reçoit en personne, les observations du public aux permanences fixées aux dates, heures et lieux suivants :

| Date des permanences     | Heures des permanences | Lieux des permanences                          |
|--------------------------|------------------------|--|
| Lundi' 16 janvier 2023   | De 09h00 à 12h00       | Station épuration – impasse des jasons - Nîmes |
| Mardi '31 janvier 2023   | De 09h00 à 12h00       | Station épuration – impasse des jasons - Nîmes |
| Mercredi 08 février 2023 | De 14h00 à 17h00       | Station épuration – impasse des jasons - Nîmes |
| Mardi 14 février 2023    | De 14h00 à 17h00       | Station épuration – impasse des jasons - Nîmes |

**ARTICLE 6 :** Détail des mesures sanitaires mises en œuvre par le demandeur pendant toute la durée de l'enquête publique, sous le contrôle du commissaire enquêteur ;

- La désinfection des lieux avant et après utilisation,
- l'affichage des consignes,
- la mise en place d'un écran transparent à l'accueil, et entre le commissaire enquêteur et le public,
- l'organisation de files d'attente et du filtrage (limiter le nombre de déposants) pendant les permanences pouvant nécessiter la présence d'un préposé,
- la matérialisation de la distanciation physique en salle d'attente et en salle de permanence,
- la mise à disposition de masques, de gants, de gel hydroalcoolique, pour les personnes qui en seraient dépourvues,
- la gestion quotidienne des actes relatifs à l'enquête, avec les mesures barrières (consultation du dossier, gestion du registre papier, réception des documents et courriers, communication dépositions au commissaire enquêteur, ...)

• la prise de rendez-vous avec le commissaire enquêteur en ligne à partir du site internet dédié à l'enquête publique, un créneau horaire devant toutefois rester disponible pour les personnes ne disposant pas d'un rendez-vous,

• à défaut, privilégier les prises de rendez-vous par courriel (adresse dédiée à l'enquête publique).

Durant la permanence physique du commissaire enquêteur, il est recommandé de prévoir :

- des entretiens individuels (ou 2 personnes maxi sur demande motivée) ;
- la réception des associations sur rendez-vous spécifique, hors permanences, et, le cas échéant, sous forme d'une audioconférence ou d'une visioconférence ;
- des modalités complémentaires aux permanences présentes, pour dialoguer avec le commissaire enquêteur pendant une permanence téléphonique spécifique (jours et horaires prédéfinis) : communication audio par une ligne téléphonique dédiée, ou communication vidéo en utilisant les plateformes participatives gratuites ou simplement appel vidéo sur téléphone portable. Dans ce cas le commissaire enquêteur transcrit une déposition orale.

## ARTICLE 7

L'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gard. Une information est faite par l'affichage de l'arrêté préfectoral et de l'avis d'ouverture d'enquête en mairie de Nîmes.

## ARTICLE 8

En conformité avec l'article R181-38 du code de l'environnement, le conseil municipal de la commune de Nîmes est appelé à donner leurs avis sur la demande d'autorisation environnementale, dès l'ouverture de l'enquête publique.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés sous forme d'une délibération au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

## ARTICLE 9

Conformément à l'article R123-11 du code de l'environnement, un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête est publié par les soins de la direction départementale des territoires et de mer du Gard en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans au moins deux journaux paraissant dans le département du Gard.

**Ces numéros de journaux sont fournis au commissaire enquêteur par le pétitionnaire avant la clôture de l'enquête.**

Cet avis est publié, en outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé en usage dans la commune de Nîmes. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire de la commune concernée qui doit en justifier par un certificat. Ce certificat d'affichage est fourni au commissaire enquêteur avant la clôture de l'enquête.

Il est procédé par les soins de NÎMES MÉTROPOLE, à l'affichage, quinze jours au moins avant le début de la procédure d'enquête et pendant toute sa durée et sauf impossibilité matérielle justifiée du même avis sur les lieux du projet, ou en un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés, visibles de la voie publique, conformément à l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage ou un constat d'huissier.

Cet avis est également publié sur le site internet de la préfecture du Gard : [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

## ARTICLE 10

A l'expiration du délai fixé à l'article 1 ci-dessus, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés.

Le pétitionnaire dispose d'un délai de quinze jours pour répondre aux observations.

A l'issue de cette concertation, le commissaire enquêteur établit un rapport unique et consigne séparément ses conclusions motivées au titre de l'enquête publique initialement requise, conformément aux dispositions de l'article L123-6 du code de l'environnement en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables.

Conformément aux obligations des articles R 123-18 et suivants du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à la direction départementale des territoires et de la mer du Gard (SER/ Guichet unique de l'eau) le dossier complet, le rapport relatant le déroulement de l'enquête, les conclusions motivées, après avoir revêtu de son visa toutes les pièces qui le composent, dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont remis à la direction départementale des territoires et de la mer du Gard qui en assure la diffusion :

– sur support papier en **3** exemplaires

– au format numérique comprenant le rapport et ses annexes, les conclusions motivées faisant apparaître la mention signée.

Le commissaire enquêteur transmet une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Le rapport et les conclusions motivées que le commissaire enquêteur est tenu de rendre dans les délais sus-visés, sont mis à la disposition du public à la mairie de **Nîmes**, ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de mer du Gard (service eau et risques) ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr) pendant une période d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

#### **ARTICLE 11**

Les frais d'affichage et d'insertion du présent arrêté, l'indemnisation du commissaire enquêteur et de mise en œuvre des mesures sanitaires destinées à la protection du public, ainsi que tous autres frais auxquels peut donner lieu l'instruction de la demande, sont à la charge de : EAU DE NÎMES MÉTROPOLE, 1349 avenue Joliot Curie – 30000 NÎMES

#### **ARTICLE 12**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard, monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, monsieur le président de Nîmes métropole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

 Pour la préfète et par délégation  
le chef du service eau et risques

**Vincent COURTRAY**

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-15-00003

DP 030 003 22 Y0103



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

**Liberté  
Égalité  
Fraternité**

**dossier n° DP 030 003 22 Y0103**

date de dépôt : **09 août 2022**

demandeur : **OLIVERAIE DE PAUL, représenté par  
Madame LAROCHE Lydie**

pour : **panneaux photovoltaïques au sol pour une  
puissance totale de 35,2 KWc**

adresse terrain : **295, chemin de Trouchaud, à AIGUES-  
MORTES (30220)**

**ARRÊTÉ n°**

**d'opposition à une déclaration préalable au nom de l'État**

**La préfète du Gard,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu la déclaration préalable présentée le 09 août 2022 par OLIVERAIE DE PAUL, représentée par Madame LAROCHE Lydie demeurant 295, chemin Trouchaud, AIGUES-MORTES (30220);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la mise en place de panneaux photovoltaïques au sol pour une puissance totale de 35,2 KWc ;
- sur un terrain situé 295, chemin de Trouchaud, à AIGUES-MORTES (30220) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme d'Aigues-Mortes approuvé les 31/07/2003 et 02/10/2003, et modifié le 15/06/2018 ;

Vu le règlement de la zone A du plan local d'urbanisme ;

Vu le plan de prévention des risques inondation d'Aigues-Mortes approuvé le 05/09/2022 ;

Vu le règlement des zones F-NU et M-NU du plan de prévention des risques inondation ;

Considérant l'article L.123-23 du code de l'urbanisme qui dispose que les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.

Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Considérant le 1er alinéa de l'article L.121-24 du code de l'urbanisme qui dispose que des aménagements légers, dont la liste limitative et les caractéristiques sont définies par décret en Conseil d'Etat, peuvent être implantés dans ces espaces et milieux lorsqu'ils sont nécessaires à leur gestion, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public, et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère remarquable du site ;

Considérant l'article R.121-5 du code de l'urbanisme qui dispose que seuls peuvent être implantés dans les espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-24, dans les conditions prévues par cet article, les aménagements légers suivants, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :

1° Lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux, les équipements légers et démontables nécessaires à leur préservation et à leur restauration, les cheminements piétonniers et cyclables et les sentes équestres ni cimentés, ni bitumés, les objets

meubles destinés à l'accueil ou à l'information du public, les postes d'observation de la faune ainsi que les équipements démontables liés à l'hygiène et à la sécurité tels que les sanitaires et les postes de secours lorsque leur localisation dans ces espaces est rendue indispensable par l'importance de la fréquentation du public ;

2° Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;

3° La réfection des bâtiments existants et l'extension limitée des bâtiments et installations nécessaires à l'exercice d'activités économiques ;

4° A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes :

a) Les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol au sens de l'article [R. 420-1](#) n'excèdent pas cinquante mètres carrés ;

b) Dans les zones de pêche, de cultures marines ou lacustres, de conchyliculture, de saliculture et d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à la condition que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ;

c) A la condition que leur localisation dans ces espaces corresponde à des nécessités techniques, les canalisations nécessaires aux services publics ou aux activités économiques, dès lors qu'elles sont enfouies et qu'elles laissent le site dans son état naturel après enfouissement, et que l'emprise au sol des aménagements réalisés n'excède pas cinq mètres carrés.

5° Les aménagements nécessaires à la gestion et à la remise en état d'éléments de patrimoine bâti reconnus par un classement au titre de la [loi du 31 décembre 1913](#) ou localisés dans un site inscrit ou classé au titre des articles [L. 341-1](#) et [L. 341-2](#) du code de l'environnement.

6° Les équipements d'intérêt général nécessaires à la sécurité des populations et à la préservation des espaces et milieux.

Les aménagements mentionnés aux 1°, 2° et 4° et les réfections et extensions prévues au 3° du présent article doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.

Considérant que le terrain support de l'opération se situe au sein du site classé des marais de la Tour Carbonière, faisant partie des espaces remarquables du littoral ;

Considérant que le projet concerne la mise en place de panneaux photovoltaïques au sol ;

Considérant que la mise en place de panneaux photovoltaïques au sol ne fait pas partie des différents aménagements autorisés à l'article susmentionné ;

Considérant que le projet ne respecte pas les dispositions de l'article R.121-5 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'article 2-3 t) des zones F-NU et M-NU du règlement du plan de prévention des risques inondation d'Aigues-Mortes qui dispose que l'implantation d'unités de production d'électricité d'origine photovoltaïque prenant la forme de champs de capteurs (appelées fermes ou champs photovoltaïques) est admise sous réserve :

- que le projet se situe à plus de 100 mètres à partir du pied des digues,

- que la sous-face des panneaux soit située au dessus de la cote 2,40 m NGF,

- que la solidité de l'ancrage des poteaux soit garantie pour résister au débit et à la vitesse de la crue de référence et à l'arrivée d'éventuels embâcles,

Considérant que le dossier présenté n'apporte aucun élément de réponse quant aux réserves ci-dessus ;

Considérant ainsi qu'il ne peut être vérifié que le projet respecte les dispositions du plan de prévention des risques inondation ;

Considérant l'article R. 421-1 du code de l'urbanisme qui dispose que les constructions nouvelles doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire, à l'exception :

a) des constructions mentionnées aux articles R. 421-2 à R. 421-8-2 qui sont dispensées de toute formalité au titre du code de l'urbanisme,

b) des constructions mentionnées aux articles R. 421-9 à R. 421-12 qui doivent faire l'objet d'une déclaration préalable,

Considérant l'article R. 421-1 du code de l'urbanisme qui dispose que les constructions nouvelles doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire, à l'exception :

- a) des constructions mentionnées aux articles R. 421-2 à R. 421-8-2 qui sont dispensées de toute formalité au titre du code de l'urbanisme,
- b) des constructions mentionnées aux articles R. 421-9 à R. 421-12 qui doivent faire l'objet d'une déclaration préalable,

Considérant l'article R. 421-11 I. b) du code de l'urbanisme qui dispose que dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables, dans les abords des monuments historiques, dans un site classé ou en instance de classement, dans les réserves naturelles, dans les espaces ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national dont la création a été prise en considération en application de l'article R. 331-4 du code de l'environnement et à l'intérieur du cœur des parcs nationaux délimités en application de l'article L. 331-2 du même code, seuls les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est inférieure à trois kilowatts doivent être précédés d'une déclaration préalable ;

Considérant que le projet se situe au sein du site classé des marais de la Tour Carbonière ;

Considérant que le projet a pour objet la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol dont la puissance crête s'élève à 35,2 kilowatts ;

Considérant qu'ainsi le projet est soumis à permis de construire et non à simple déclaration préalable ;

Considérant qu'en conséquence, il y a lieu de s'opposer au projet ;

## ARRÊTE

### Article 1

L'autorisation tacite en date du 09/10/2022 est retirée.

### Article 2

Il est fait opposition à la déclaration préalable

Nîmes, le 15 DEC. 2022  
La Préfète,



Marie-Françoise LECAILLON

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

13 DEC 2022

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-19-00002

KM-CO-ET322121914440



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Service Environnement Forêt**

**Unité Forêt-DFCI**

Affaire suivie par : Véronique BRES

Tél. : 04 66 62 66 03

[veronique.bres@gard.gouv.fr](mailto:veronique.bres@gard.gouv.fr)

**ARRÊTÉ N° DDTM-SEF-2022-0220**  
portant distraction du régime forestier de  
la forêt communale de LANUEJOLS

Le préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code forestier, notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 et suivants.

**VU** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-28-00002 du 28 juin 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien FERRA, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et la décision N° 2022-AH-AG02 du 02 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.

**VU** la délibération du conseil municipal de Lanuéjols en date du 25 mars 2022 sollicitant la distraction du régime forestier pour 0,2400 ha de la forêt communale de Lanuéjols.

**VU** l'avis émis le 20 mai 2022 par l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts.

**VU** le dossier du projet et le plan des lieux.

**CONSIDÉRANT** qu'au sens de l'article L 211-1 du code forestier les bois et les forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités relèvent du régime forestier.

**CONSIDÉRANT** qu'au sens de l'article L 214-3 du code forestier, dans les bois et forêt sus-mentionnés l'application du régime forestier est prononcée par l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la collectivité.

**CONSIDÉRANT** que les surfaces à distraire du régime forestier correspondent à parcelles cédées au conseil départemental du Gard.

.../...

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2  
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

En application des dispositions du présent arrêté la surface de **0,2400 ha** située en forêt communale de Lanuéjols est distraite du régime forestier. Le détail parcellaire est fourni en annexe.

### ARTICLE 2 :

A la suite de cette opération le bornage des nouvelles limites de la forêt communale sera effectué par les soins et aux frais de la commune de Lanuéjols sous le contrôle de l'office national des forêts.

### ARTICLE 3 :

Le maire de Lanuéjols procédera à l'affichage du présent arrêté dans sa commune transmettra à la préfecture un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

### ARTICLE 4 :

La directrice de l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le maire de Lanuéjols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Nîmes, le 19 décembre 2022

Pour la préfète et par délégation,

Le directeur départemental des  
territoires et de la mer

Pour le directeur départemental.

La cheffe de l'unité Forêt-DFCI

SIGNE

Carole TROY

Le demandeur peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. « Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3500 habitants ». Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre compétent. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. La décision peut être contestée par des tiers dans les deux mois à compter de sa publication (affichage sur le terrain et en mairie).

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2  
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEF-2022-0220 du 19 décembre 2022  
relatif à la distraction  
du régime forestier de la forêt communale de LANUEJOLS  
sise sur le territoire communal de Lanuéjols

**1- Prise en compte de la distraction du régime forestier des deux parcelles cadastrales suivantes :**

| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Lieu-dit       | Parcelle cadastrale                     | Surface Cadastre (ha)  | Surface soumise à distraire (ha) | Propriétaire        | Régime forestier (1 <sup>ère</sup> soumission)                |
|--|-----------------------|----------------|---|------------------------|----------------------------------|---------------------|---|
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Le Devois Nord | C 1175 (ancienne B 1142 de l'A.P. 1988) | 0,2250                 | 0,2250                           | Département du Gard | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988                                |
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Le Devois Nord | C 1236 (ancienne B 1142 de l'A.P. 1988) | 0,0150                 | 0,0150                           | Département du Gard | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988 et depuis A.P. du 23 juin 1970 |
| <b>SURFACE TOTALE de la forêt communale de LANUEJOLS à distraire du régime forestier</b> |                       |                |   | <b>0 ha 24 a 00 ca</b> |                                  |                     |   |

**2-Liste des parcelles maintenues sous régime forestier :**

| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Lieu-dit       | Parcelle cadastrale                     | Surface cadastrale (ha)  | Surface soumise (ha) | Propriétaire   | Régime forestier  |
|--|-----------------------|----------------|---|--------------------------|----------------------|--|---|
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Bos del Rey    | B 29                                    | 8,3200                   | 8,3200               | Indivision entre la section de Lanuéjols et la section de Montjardin | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988 et depuis arrêté ministériel du 05/10/1943 |
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Bos del Rey    | B 30                                    | 0,0900                   | 0,0900               |  | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988  |
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Bos del Rey    | B 31                                    | 12,0175                  | 12,0175              |  | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988 et depuis arrêté ministériel du 05/10/1943 |
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Bos del Rey    | B 32                                    | 22,3275                  | 22,3275              |  | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988 et depuis arrêté ministériel du 05/10/1943 |
| Commune de Lanuéjols   | LANUEJOLS             | Le Devois Nord | C 1237 (ancienne B 1142 de l'A.P. 1988) | 69,1260                  | 69,1260              | Commune de Lanuéjols   | A.P. n° 88-00226 du 09/03/1988 et depuis A.P. du 23/06/1970               |
| <b>TOTAL des surfaces maintenues au RF - forêt communale de LANUEJOLS relevant du régime forestier</b> |                       |                |   | <b>111 ha 88 a 10 ca</b> |                      |  |   |

**Superficie actualisée :**

- \* Ancienne superficie de la Forêt Communale de Lanuéjols : 112 ha 12 a 10 ca
- \* Superficie totale à distraire du régime forestier : - 0 ha 24 a 00 ca
- \* Nouvelle superficie de la Forêt Communale de Lanuéjols : 111 ha 88 a 10 ca



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-19-00003

KM-CO-ET322121915290

**Service Environnement Forêt**  
Affaire suivie par : Véronique BRES  
Tél. : 04 66 62 66 03  
[veronique.bres@gard.gouv.fr](mailto:veronique.bres@gard.gouv.fr)

**La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**ARRETE N° DDTM-SEF-2022-0221**  
portant application du régime forestier de  
la forêt communale de Vénéjan

**VU** le code forestier, notamment les articles L 211-1 , L 214-3 et R 214-1 et suivants.

**VU** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-28-00002 du 28 juin 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien FERRA, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et la décision N° 2022-AH-AG02 du 02 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.

**VU** la délibération du conseil municipal de Vénéjan en date du 20 octobre 2021 sollicitant l'application du régime forestier à la forêt communale de Vénéjan.

**VU** l'avis émis le 28 juillet 2022X par l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts.

**VU** le dossier du projet et le plan des lieux.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande de distraction du régime forestier des parcelles cadastrales précisée à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande d'intégration au régime forestier des parcelles précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L211-1 du code forestier les bois et les forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités relèvent du régime forestier.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L214-3 du code forestier, dans les bois et forêt sus-mentionnés, l'application du régime forestier est prononcée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la collectivité.

.../...

## ARRETE

### Article 1er :

En application des dispositions du présent arrêté, la surface totale de la forêt communale de Vénéjan relevant du régime forestier est portée à **230 ha 89 a 45 ca**. Le détail parcellaire est fourni en annexe.

### Article 2 :

A la suite de cette opération, le bornage des nouvelles limites de la forêt communale sera effectué par les soins et aux frais de la commune de Vénéjan sous le contrôle de l'office national des forêts.

### Article 3 :

Le maire de Vénéjan procèdera à l'affichage du présent arrêté dans sa commune et transmettra à la préfecture un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

### Article 4 :

Sont abrogés tous actes antérieurs à la date du présent arrêté ayant prononcé l'application du régime forestier sur des terrains appartenant à la commune de Vénéjan.

### Article 5 :

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le directeur de l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts, le maire de Vénéjan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Nîmes, le 19 décembre 2022

La préfète,  
pour la préfète et par délégation,  
Le directeur départemental des  
territoires et de la mer  
Pour le directeur départemental,  
La cheffe de l'Unité Forêt-DFCI  
SIGNE  
Carole TROY

Le demandeur peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. « Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3500 habitants ». Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre compétent. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. La décision peut être contestée par des tiers dans les deux mois à compter de sa publication (affichage sur le terrain et en mairie)..

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEF-2022-0221 du 19 décembre 2022  
relatif à l'application  
du régime forestier de la forêt communale de VENEJAN  
sise sur le territoire communal de Vénéjan

**1- Prise en compte de la distraction du régime forestier des vingt-six parcelles cadastrales suivantes :**

| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit         | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire   | Régime forestier   |
|----------------------|-----------------------|------------------|---------------------|-----------------------|----------------------|--|--|
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas           | A 20                | 2,2970                | 2,2970               | (Matrice 2020 : M. Thierry VINCENT)<br>Matrice 2021 : Société Civile Prignan   | Arrêté Préfectoral du 07/08/1962 (parcelle gérée depuis l'arrêté présidentiel du 30/01/1915) |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane           | A 75                | 2,2680                | 2,2680               | Propriétaires en indivision : M. Guy GENTIL, Mme Marie Madeleine BRUNIE, M. Philippe GENTIL et Mme Geneviève BEAUMET née GENTIL  |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Paufer           | A 238               | 0,6470                | 0,6470               | Propriétaires en indivision : Mme Oxana DELLO STROLOGO et Mlle Sofia DELLO STROLOGO  |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Paufer           | A 239               | 0,5510                | 0,5510               | Propriétaires en indivision : Mme Jadwiga ANTOUARD, M. Bodhan ANTOUARD, M. Yves ANTOUARD et M. François ANTOUARD   |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Paufer           | A 241               | 0,0690                | 0,0690               |  |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret       | A 384               | 0,3610                | 0,3610               | M. Hervé NODE  |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Coste de Bouquet | A 724               | 0,2670                | 0,2670               | (Matrice 2020 : M. Raymond MARTIN)<br>Matrice 2021 : Société Civile Prignan  |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Coste de Bouquet | A 732               | 0,1698                | 0,1698               | (Matrice 2020 : propriétaires en indivision : Mme Elora CHIOUSSE et Mme Orlane CHIOUSSE)<br>Matrice 2021 : Société Civile Prignan  |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 752               | 0,5070                | 0,5070               | Mme Yolande GAUBIL   |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 768               | 0,8970                | 0,8970               | (Matrice 2020 : Usufruitiers en indivision : M. et Mme Emile et Augustine VINCENT et nu propriétaire : Mme Annie MICHAUD)<br>Matrice 2021 : Usufruitier : Mme Augustine VINCENT et nu propriétaire : Mme Annie MICHAUD |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 773               | 0,4880                | 0,4880               | Propriétaires en indivision : M. et Mme Fabrice et Isabelle BAGNOL   |  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Chemin de        | A 779               | 0,4600                | 0,4600               | M. Jean Louis ANGLEZAN   |  |

|   |                       | Bouquet                  |                     |                         |                      |   |  |  |  |
|---|-----------------------|--------------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|---|--|--|--|
| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Lieu-dit                 | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha)   | Surface soumise (ha) | Propriétaire  | Régime forestier   |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Pradas                   | A 1441              | 0,0335                  | 0,0335               | Commune de Vénéjan  | Arrêté Préfectoral du 07/08/1962 (parcelle gérée depuis l'arrêté présidentiel du 30/01/1915) |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Pradas                   | A 1674              | 0,4333                  | 0,4333               | Usufruitier : Mme Carmen GENTIL et nus propriétaires en indivision : M. Jean Marc GENTIL, M. Bruno GENTIL, M. Gilles GENTIL, M. Laurent GENTIL et M. Olivier GENTIL |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Cabane                   | A 1677              | 1,1569                  | 1,1569               | M. Raymond BAGNOL   |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Paufer                   | A 2084              | 0,0767                  | 0,0767               | Société Coopérative Agricole Cellier Vénéjan La Porte d'Or  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Paufer                   | A 2087              | 0,0537                  | 0,0537               | Société Civile Prignan  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Paufer                   | A 2088              | 0,0570                  | 0,0570               | Commune de Vénéjan  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Paufer                   | A 2089              | 0,1007                  | 0,1007               | Société Coopérative Agricole Cellier Vénéjan La Porte d'Or  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Belle Feuille            | A 2107              | 0,4837                  | 0,4837               | Propriétaires en indivision : M. Jérôme GAUTHIEROT et Mme Fany DE VITA  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Paufer                   | A 2255              | 0,0450                  | 0,0450               | Usufruitier : M. Jean LADET et nu propriétaire : Mme Françoise LADET  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Serre du Pêcher          | C 330               | 0,0810                  | 0,0810               | (Matrice 2020 : Usufruitiers en indivision : M. et Mme Daniel et Emilienne SABATIER et nu propriétaire : Mme Marie Claire SABATIER)                                 |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Champ Fleuri             | C 777               | 0,4750                  | 0,4750               | Matrice 2021 : Usufruitier : M. Daniel SABATIER et nu propriétaire : Mme Marie Claire SABATIER  |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Cognette                 | C 1009              | 1,0741                  | 1,0741               | Mme Lucette BROCHETON   |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Cazelles                 | D 554               | 0,0730                  | 0,0730               | (Matrice 2020 : Usufruitiers en indivision : M. et Mme Daniel et Emilienne SABATIER et nu propriétaire : Mme Marie Claire SABATIER)                                 |  |  |  |
| Vénéjan   | VENEJAN               | Mas de Rouvier et Débats | D 935               | 0,5000                  | 0,5000               | Matrice 2021 : Usufruitier : M. Daniel SABATIER et nu propriétaire : Mme Marie Claire SABATIER  |  |  |  |
| <b>SURFACE de la forêt communale de Vénéjan à distraire du régime forestier</b> |                       |                          |                     | <b>13 ha 62 a 54 ca</b> |                      |   |  |  |  |

**2- Prise en compte de la rectification cadastrale liée au passage de l'ancien cadastrale au cadastre moderne vers 1960-1970 :**

| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Surface Cadastre (ha)   | Surface (ha) soumise à inclure à la forêt communale | Propriétaire       | Régime forestier  |
|---|-----------------------|---|---|--------------------|---|
| Commune de Vénéjan  | VENEJAN               | Surf. (1915/1962) – Surf. distraite = 197,1895 – 13,6254 = 184,5641<br>contre<br>Surf. 2021 restante : 187,8012 | + 4,2371  | Commune de Vénéjan | Arrêté présidentiel du 30/01/1915 et arrêté préfectoral du 07/08/1962 |
| <b>Surface Totale de la forêt communale de Vénéjan à intégrer au régime forestier</b> |                       |   | <b>04 ha 23 a 71 ca</b>                             |                    |   |

**3- Liste des parcelles maintenues sous régime forestier :**

| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit         | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire       | Régime forestier (dont date 1ère soumission)  |
|----------------------|-----------------------|------------------|---------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|---|
| Vénéjan              | VENEJAN               | Belle Feuille    | A 1                 | 3,5210                | 3,5210               | Commune de Vénéjan | Arrêté Préfectoral du 07/08/1962 (parcelle gérée depuis l'arrêté présidentiel du 30/01/1915)<br>Noté : A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Belle Feuille    | A 13                | 2,2830                | 2,2830               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas           | A 44                | 3,3590                | 3,3590               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas           | A 54                | 0,5590                | 0,5590               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane           | A 71                | 5,9440                | 5,9440               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret       | A 375               | 0,1150                | 0,1150               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret       | A 376               | 0,2375                | 0,2375               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret       | A 382               | 0,1320                | 0,1320               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret       | A 404               | 0,1220                | 0,1220               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Coste de Bouquet | A 734               | 0,5100                | 0,5100               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 735               | 1,3370                | 1,3370               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 737               | 2,2480                | 2,2480               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 747               | 0,3110                | 0,3110               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 749               | 0,5860                | 0,5860               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet  | A 819               | 2,9310                | 2,9310               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas           | A 1675              | 6,1527                | 6,1527               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane           | A 1676              | 0,8061                | 0,8061               | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915)  |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Paufer           | A 1840              | 0,3045                | 0,3045               | Commune de         | A. Préf. 1962   |

| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Lieu-dit                 | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise (ha)     | Propriétaire       | Régime forestier (date 1ère soumission)    |
|--|-----------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------|--|
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 1841              | 0,1057                | 0,1057                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 1842              | 0,1668                | 0,1668                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 1843              | 0,0229                | 0,0229                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 1844              | 0,0346                | 0,0346                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 2085              | 0,0260                | 0,0260                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 2086              | 14,5464               | 14,5464                  | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Belle Feuille            | A 2106              | 2,8864                | 2,8864                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Belle Feuille            | A 2108              | 0,0013                | 0,0013                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Belle Feuille            | A 2112              | 0,1645                | 0,1645                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Belle Feuille            | A 2113              | 0,0159                | 0,0159                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Paufer                   | A 2254              | 1,7630                | 1,7630                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cognette                 | C 291               | 0,9330                | 0,9330                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cognette                 | C 292               | 5,7860                | 5,7860                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cognette                 | C 1008              | 0,4364                | 0,4364                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Soreillan                | D 386               | 2,3220                | 2,3220                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Soreillan                | D 388               | 2,2870                | 2,2870                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cazelles                 | D 395               | 4,0050                | 4,0050                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cazelles                 | D 404               | 4,6735                | 4,6735                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cazelles                 | D 405               | 0,7090                | 0,7090                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Mas de Rouvier et Débats | D 406               | 0,3600                | 0,3600                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Mas de Rouvier et Débats | D 408               | 0,1130                | 0,1130                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Mas de Rouvier et Débats | D 418               | 1,1045                | 1,1045                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Mas de Rouvier et Débats | D 430               | 0,1670                | 0,1670                   | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Cazelles                 | D 555               | 32,8455               | 32,8455                  | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| Vénéjan  | VENEJAN               | Mas de Rouvier et Débats | D 936               | 80,8670               | 80,8670                  | Commune de Vénéjan | A. Préf. 1962 (gérée depuis A. Prés. 1915) |
| <b>TOTAL des surfaces maintenues au RF - forêt communale de VENEJAN relevant du régime forestier</b> |                       |                          |                     |                       | <b>187 ha 80 a 12 ca</b> |                    |  |

#### 4- Liste des parcelles intégrant le régime forestier :

| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit        | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire       | Régime forestier (dont date 1ère soumission)           |
|----------------------|-----------------------|-----------------|---------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|--|
| Vénéjan              | VENEJAN               | Belle Feuille   | A 5                 | 0,2230                | 0,2230               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 34                | 0,2300                | 0,2300               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 46                | 0,0770                | 0,0770               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 50                | 0,2468                | 0,2468               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 51                | 0,1497                | 0,1497               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 55                | 0,1740                | 0,1740               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 56                | 0,2800                | 0,2800               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 59                | 0,1100                | 0,1100               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane          | A 63                | 0,0315                | 0,0315               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane          | A 64                | 0,0375                | 0,0375               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane          | A 67                | 0,1870                | 0,1870               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane          | A 69                | 0,5660                | 0,5660               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cabane          | A 73                | 0,3370                | 0,3370               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret      | A 371               | 0,3090                | 0,3090               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pas Estret      | A 411               | 0,5940                | 0,5940               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Plan de Bouquet | A 833               | 0,2960                | 0,2960               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1168              | 0,3790                | 0,3790               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1177              | 0,3475                | 0,3475               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1178              | 0,0840                | 0,0840               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1179              | 0,0852                | 0,0852               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1180              | 0,2605                | 0,2605               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1182              | 0,1595                | 0,1595               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1184              | 0,3532                | 0,3532               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1185              | 0,2870                | 0,2870               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1187              | 0,0405                | 0,0405               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1193              | 0,7680                | 0,7680               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1210              | 0,8620                | 0,8620               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1211              | 0,2050                | 0,2050               | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1213              | 0,9490                | 0,9490               | Commune de         | Parcelle proposée pour                                 |

|                      |                       |                 |                     |                       |                      | Vénéjan             | intégrer le RF à partir de 2022                        |
|----------------------|-----------------------|-----------------|---------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|--|
| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit        | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire        | Régime forestier (date 1ère soumission)                |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1218              | 0,4670                | 0,4670               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1223              | 0,0390                | 0,0390               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1249              | 15,5127               | 15,5127              | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 1439              | 0,0243                | 0,0243               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 1440              | 0,2707                | 0,2707               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1532              | 1,2758                | 1,2758               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pradas          | A 1672              | 0,0378                | 0,0378               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1945              | 0,5743                | 0,5743               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Queyron         | A 1947              | 3,4178                | 3,4178               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pauffer         | A 2081              | 0,0056                | 0,0056               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pauffer         | A 2082              | 0,0012                | 0,0012               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pauffer         | A 2090              | 0,0182                | 0,0182               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pauffer         | A 2092              | 0,0193                | 0,0193               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pauffer         | A 2093              | 0,0499                | 0,0499               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Pauffer         | A 2095              | 0,0288                | 0,0288               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Belle Feuille   | A 2104              | 0,2207                | 0,2207               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Belle Feuille   | A 2109              | 0,0076                | 0,0076               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Belle Feuille   | A 2111              | 0,1630                | 0,1630               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cognette        | C 263               | 0,0640                | 0,0640               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cognette        | C 289               | 0,3030                | 0,3030               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Cognette        | C 290               | 0,2660                | 0,2660               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 2                 | 0,0760                | 0,0760               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 3                 | 0,4820                | 0,4820               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 4                 | 0,1780                | 0,1780               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 5                 | 3,4490                | 3,4490               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 6                 | 0,9300                | 0,9300               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 9                 | 0,6470                | 0,6470               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 10                | 0,6400                | 0,6400               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 15                | 0,3210                | 0,3210               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan              | VENEJAN               | Serre Redon     | D 16                | 0,6760                | 0,6760               | Commune de Vénéjan  | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| <b>Commune</b>       | <b>Forêt de</b>       | <b>Lieu-dit</b> | <b>Parcelle</b>     | <b>Surface</b>        | <b>Surface</b>       | <b>Propriétaire</b> | <b>Régime forestier</b>                                |

| de situation  | rattachement |                          | cadastrale | Cadastre (ha)           | soumise (ha) |                    | (date 1ère soumission)                                 |
|---|--------------|--------------------------|------------|-------------------------|--------------|--------------------|--|
| Vénéjan   | VENEJAN      | Serre Redon              | D 17       | 0,4220                  | 0,4220       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Serre Redon              | D 18       | 0,0770                  | 0,0770       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Serre Redon              | D 37       | 1,2870                  | 1,2870       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | L'Ecouvillon             | D 231      | 0,1360                  | 0,1360       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | L'Ecouvillon             | D 235      | 0,3380                  | 0,3380       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Soreillan                | D 387      | 0,0408                  | 0,0408       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Soreillan                | D 390      | 0,2790                  | 0,2790       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Cazelles                 | D 397      | 0,0780                  | 0,0780       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Cazelles                 | D 398      | 0,3630                  | 0,3630       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Cazelles                 | D 399      | 0,2320                  | 0,2320       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Cazelles                 | D 401      | 0,1000                  | 0,1000       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Cazelles                 | D 402      | 0,0760                  | 0,0760       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Cazelles                 | D 403      | 0,0730                  | 0,0730       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 409      | 0,1160                  | 0,1160       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 412      | 0,0840                  | 0,0840       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 413      | 0,1270                  | 0,1270       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 414      | 0,0410                  | 0,0410       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 417      | 0,0139                  | 0,0139       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 420      | 0,0700                  | 0,0700       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 421      | 0,0500                  | 0,0500       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| Vénéjan   | VENEJAN      | Mas de Rouvier et Débats | D 429      | 0,2950                  | 0,2950       | Commune de Vénéjan | Parcelle proposée pour intégrer le RF à partir de 2022 |
| <b>TOTAL des surfaces complémentaires de la forêt communale de VENEJAN relevant du régime forestier</b> |              |                          |            | <b>43 ha 09 a 33 ca</b> |              |                    |  |

**Superficie actualisée :**

- \* Ancienne superficie de la Forêt Communale de Vénéjan : 197 ha 18 a 95 ca
- \* Superficie totale à distraire du régime forestier : - 13 ha 62 a 54 ca
- \* Superficie à intégrer au régime forestier par rectification de surfaces cadastrales : + 4 ha 23 a 71 ca
- \* Superficie à intégrer au régime forestier par soumissions complémentaires : + 43 ha 09 a 33 ca
- \* **Nouvelle superficie de la Forêt Communale de Vénéjan : 230 ha 89 a 45 ca**



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-20-00002

KM-CO-ET322122010480



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Service Environnement Forêt**

Affaire suivie par : Véronique BRES

Tél. : 04 66 62 66 03

[veronique.bres@gard.gouv.fr](mailto:veronique.bres@gard.gouv.fr)

**La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**ARRETE N° DDTM-SEF-2022-0224**

portant application du régime forestier et restructuration foncière de  
la forêt communale d'Aiguèze

**VU** le code forestier, notamment les articles L 211-1 , L 214-3 et R 214-1 et suivants.

**VU** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-28-00002 du 28 juin 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien FERRA, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et la décision N° 2022-AH-AG02 du 02 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.

**VU** la délibération du conseil municipal d'Aiguèze en date du 22 juin 2022 sollicitant l'application du régime forestier à la forêt communale d'Aiguèze.

**VU** l'avis favorable émis le 26 septembre 2022 par l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts.

**VU** le dossier du projet et le plan des lieux.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande de distraction du régime forestier des parcelles cadastrales précisée à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande d'intégration au régime forestier des parcelles précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L211-1 du code forestier les bois et les forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités relèvent du régime forestier.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L214-3 du code forestier, dans les bois et forêt sus-mentionnés, l'application du régime forestier est prononcée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la collectivité.

.../...

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2  
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

## ARRETE

### Article 1er :

En application des dispositions du présent arrêté, la surface totale de la forêt communale d'Aiguèze relevant du régime forestier est portée à 675 ha 15 a 06 ca. Le détail parcellaire est fourni en annexe.

### Article 2 :

A la suite de cette opération, le bornage des nouvelles limites de la forêt communale sera effectué par les soins et aux frais de la commune d'Aiguèze sous le contrôle de l'office national des forêts.

### Article 3 :

Le maire d'Aiguèze procédera à l'affichage du présent arrêté dans sa commune et transmettra à la préfecture un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

### Article 4 :

Sont abrogés tous actes antérieurs à la date du présent arrêté ayant prononcé l'application du régime forestier sur des terrains appartenant à la commune d'Aiguèze.

### Article 5 :

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le directeur de l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts, le maire d'Aiguèze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Nîmes, le 20 décembre 2022

La préfète,  
pour la préfète et par délégation,  
Le directeur départemental des  
territoires et de la mer  
Pour le directeur départemental,  
La cheffe de l'Unité Forêt-DFCI  
SIGNE  
Carole TROY

Le demandeur peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. « Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3500 habitants ». Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre compétent. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. La décision peut être contestée par des tiers dans les deux mois à compter de sa publication (affichage sur le terrain et en mairie)..

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2  
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDM-SEF-2022-0224 du 20 décembre 2022  
relatif à l'application  
du régime forestier de la forêt communale d'AIGUEZE  
sise sur le territoire communal d'Aiguèze

**1- Prise en compte de la distraction du régime forestier des trois parcelles cadastrales suivantes :**

| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Lieu-dit             | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise à distraire (ha) | Propriétaire                   | Régime forestier   |
|---|-----------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|----------------------------------|--------------------------------|--|
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 360               | 0,4816                | 0,4816                           | Madame Claude Marie CHENIVESSE | Parcelle gérée depuis l'arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007 |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 361               | 0,2765                | 0,2765                           |                                |  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 362               | 0,1043                | 0,1043                           |                                |  |
| <b>SURFACE TOTALE de la forêt communale d'AIGUEZE à distraire du régime forestier</b> |                       |                      |                     |                       | <b>0 ha 86 a 24 ca</b>           |                                |  |

**2- Liste des parcelles maintenues sous régime forestier :**

| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit             | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire      | Régime forestier (dont date 1 <sup>ère</sup> soumission)   |
|----------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|--|
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Grange de Meisseille | A 82                | 0,2720                  | 0,2720               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007 (Parcelle gérée depuis le PV de partage du Bois de Ronze le 17/10/1837)<br>Noté : AP 2007 (PV 1837) |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Le Monier            | A 84                | 1,4568                  | 1,4568               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Le Monier            | A 85                | 0,0200                  | 0,0200               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 101               | 0,5360                  | 0,5360               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 107               | 0,0063                  | 0,0063               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 108               | 0,7615                  | 0,7615               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 109               | 0,2644                  | 0,2644               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 110               | 0,5010                  | 0,5010               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 111               | 0,8375                  | 0,8375               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 120               | 0,6880                  | 0,6880               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Raynaud     | A 142               | 2,4465                  | 2,4465               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007   |

| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Raynaud    | A 149               | 11,4180                 | 11,4180              | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
|----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|--|
| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit            | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire      | Régime forestier (dont date 1 <sup>ère</sup> soumission) |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Raynaud    | A 161               | 4,0110                  | 4,0110               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Grande Montade   | A 162               | 0,5750                  | 0,5750               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | La Grande Montade   | A 181               | 25,5140                 | 25,5140              | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe Longue        | A 185               | 40,7260                 | 40,7260              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe Longue        | A 187               | 6,4950                  | 6,4950               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe Longue        | A 195               | 22,5205                 | 22,5205              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Be         | A 203               | 0,9350                  | 0,9350               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Be         | A 207               | 0,7520                  | 0,7520               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Be         | A 220               | 1,1580                  | 1,1580               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Be         | A 230               | 4,4760                  | 4,4760               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Clos de Douce Nord  | A 236               | 1,3350                  | 1,3350               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 252               | 1,4880                  | 1,4880               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 257               | 0,8290                  | 0,8290               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 258               | 1,0970                  | 1,0970               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 272               | 2,5890                  | 2,5890               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 274               | 1,1060                  | 1,1060               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 275               | 0,9120                  | 0,9120               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Serre d'Armand Nord | A 276               | 0,0120                  | 0,0120               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Gourdon    | A 277               | 0,0930                  | 0,0930               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Gourdon    | A 282               | 49,2520                 | 49,2520              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Petre      | A 284               | 24,3310                 | 24,3310              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe de Raynaud    | A 296               | 3,2050                  | 3,2050               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze    | AIGUEZE               | Combe Longue        | A 297               | 0,6280                  | 0,6280               | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |

| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Lieu-dit             | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha)  | Surface soumise (ha) | Propriétaire      | Régime forestier (dont date 1 <sup>ère</sup> soumission) |
|---|-----------------------|----------------------|---------------------|--------------------------|----------------------|-------------------|--|
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | Le Monier            | A 304               | 61,2470                  | 61,2470              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | Le Monier            | A 307               | 2,8110                   | 2,8110               | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | Baujuan              | A 331               | 10,3454                  | 10,3454              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | Baujuan              | A 332               | 82,6006                  | 82,6006              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | Grange de Meisseille | A 333               | 80,2951                  | 80,2951              | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | Grange de Meisseille | A 334               | 123,0379                 | 123,0379             | Commune d'Aiguèze | AP 2007 (PV 1837)  |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 335               | 16,2068                  | 16,2068              | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| Commune d'Aiguèze   | AIGUEZE               | La Joanade et le Jel | A 359               | 65,5728                  | 65,5728              | Commune d'Aiguèze | Arrêté Préfectoral n° 2007-240-5 du 28/08/2007           |
| <b>TOTAL des surfaces maintenues au RF - forêt communale d'AIGUEZE relevant du régime forestier</b> |                       |                      |                     | <b>655 ha 36 a 41 ca</b> |                      |                   |  |

### 3- Liste des parcelles intégrant le régime forestier :

| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Lieu-dit         | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire      | Régime forestier   |
|--|-----------------------|------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|--|
| Commune d'Aiguèze  | AIGUEZE               | La Flassade      | A 1                 | 12,5860                 | 12,5860              | Commune d'Aiguèze | <b>Nouvelle soumission : parcelle proposée pour intégrer le Régime Forestier à partir de 2022 (noté : N.S. au R.F. 2022)</b> |
| Commune d'Aiguèze  | AIGUEZE               | La Flassade      | A 52                | 6,6120                  | 6,6120               | Commune d'Aiguèze | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune d'Aiguèze  | AIGUEZE               | Combe de Raynaud | A 295               | 0,2580                  | 0,2580               | Commune d'Aiguèze | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune d'Aiguèze  | AIGUEZE               | Clau d'Alari     | AD 160              | 0,3305                  | 0,3305               | Commune d'Aiguèze | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| <b>TOTAL des surfaces complémentaires de la forêt communale d'AIGUEZE relevant du régime forestier</b> |                       |                  |                     | <b>19 ha 78 a 65 ca</b> |                      |                   |  |

### Superficie actualisée :

- \* Ancienne superficie de la Forêt Communale d'Aiguèze : 656 ha 22 a 65 ca
- \* Superficie totale à distraire du régime forestier : - 0 ha 86 a 24 ca
- \* Superficie à intégrer au régime forestier par soumissions complémentaires : + 19 ha 78 a 65 ca
- \* **Nouvelle superficie de la Forêt Communale d'AIGUEZE : 675 ha 15 a 06 ca**



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-20-00003

KM-CO-ET322122010490



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Service Environnement Forêt**

Affaire suivie par : Véronique BRES

Tél. : 04 66 62 66 03

[veronique.bres@gard.gouv.fr](mailto:veronique.bres@gard.gouv.fr)

**La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**ARRETE N° DDTM-SEF-2022-0225**  
portant application du régime forestier et restructuration foncière de  
la forêt communale de Roquemaure

**VU** le code forestier, notamment les articles L 211-1 , L 214-3 et R 214-1 et suivants.

**VU** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-28-00002 du 28 juin 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien FERRA, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et la décision N° 2022-AH-AG02 du 02 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.

**VU** la délibération du conseil municipal de Roquemaure en date du 17 mai 2022 sollicitant l'application du régime forestier à la forêt communale de Roquemaure.

**VU** l'avis favorable émis le 07 septembre 2022 par l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts.

**VU** le dossier du projet et le plan des lieux.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande de distraction du régime forestier des parcelles cadastrales précisée à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande d'intégration au régime forestier des parcelles précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L211-1 du code forestier les bois et les forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités relèvent du régime forestier.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L214-3 du code forestier, dans les bois et forêt sus-mentionnés, l'application du régime forestier est prononcée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la collectivité.

.../...

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2  
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

## ARRETE

### Article 1er :

En application des dispositions du présent arrêté, la surface totale de la forêt communale de Roquemaure relevant du régime forestier est portée à **160 ha 92 a 13 ca**. Le détail parcellaire est fourni en annexe.

### Article 2 :

A la suite de cette opération, le bornage des nouvelles limites de la forêt communale sera effectué par les soins et aux frais de la commune de Roquemaure sous le contrôle de l'office national des forêts.

### Article 3 :

Le maire de Roquemaure procédera à l'affichage du présent arrêté dans sa commune et transmettra à la préfecture un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

### Article 4 :

Sont abrogés tous actes antérieurs à la date du présent arrêté ayant prononcé l'application du régime forestier sur des terrains appartenant à la commune de Roquemaure.

### Article 5 :

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le directeur de l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts, la maire de Roquemaure sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Nîmes, le 20 décembre 2022

La préfète,  
pour la préfète et par délégation,  
Le directeur départemental des  
territoires et de la mer  
Pour le directeur départemental,  
La cheffe de l'Unité Forêt-DFCI  
SIGNE  
Carole TROY

Le demandeur peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. « Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3500 habitants ». Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre compétent. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. La décision peut être contestée par des tiers dans les deux mois à compter de sa publication (affichage sur le terrain et en mairie)..

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2  
Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEF-2022-0225 du 20 décembre 2022  
relatif à l'application  
du régime forestier de la forêt communale de ROQUEMAURE  
sise sur le territoire communal de Roquemaure

1- Prise en compte de la distraction du régime forestier des six parcelles cadastrales suivantes dont deux pour partie :

| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Lieu-dit         | Parcelle cadastrale | Surface Cadastre (ha) | Surface soumise à distraire (ha) | Propriétaire  | Régime forestier  |
|---|-----------------------|------------------|---------------------|-----------------------|----------------------------------|---|---|
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 564              | 0,1191                | 0,1191                           | Commune de Roquemaure   | Parcelle gérée depuis l'arrêté préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 1168             | 0,5794                | 0,5794                           | SCI ND Z 07   |   |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 1242             | 0,0618                | 0,0618                           | Monsieur Sylvain GUERET   |   |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 1243 partie      | 50,7320               | 7,0050                           | Commune de Roquemaure   |   |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Sablas           | AW 216              | 0,2986                | 0,2986                           | Propriétaire : ETAT par Direction de l'Immobilier de l'Etat – Gestionnaire : Etat Ministère de l'Ecologie du Développement et Durable |   |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Pesade        | AY 1 partie         | 26,2026               | 1,2382                           | Commune de Roquemaure   |   |
| <b>SURFACE TOTALE de la forêt communale de Roquemaure à distraire du régime forestier</b> |                       |                  |                     |                       | <b>9 ha 30 a 21 ca</b>           |   |   |

**2- Liste des parcelles maintenues sous régime forestier :**

| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Lieu-dit                 | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha)  | Surface soumise (ha) | Propriétaire          | Régime forestier (1 <sup>ère</sup> soumission)  |
|---|-----------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|---|
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Vocaget                  | AN 399              | 18,0885                  | 18,0885              | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre         | AS 1243 partie      | 50,7320                  | 43,7270              | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | L'Espérelle              | AT 327              | 2,9108                   | 2,9108               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Sablas                   | AW 215              | 2,1009                   | 2,1009               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Montagne de Saint Génies | AX 1                | 38,1580                  | 38,1580              | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Le Devès                 | AX 239              | 0,3940                   | 0,3940               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Le Devès                 | AX 240              | 0,0340                   | 0,0340               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Pesade                | AY 1 partie         | 26,2026                  | 22,7500              | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Pesade                | AY 22               | 0,0401                   | 0,0401               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | Plan du Bonjour          | AY 498 partie       | 6,5245                   | 5,9412               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Parra                 | AZ 724              | 10,4945                  | 10,4945              | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Parra                 | AZ 729              | 0,0330                   | 0,0330               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Parra                 | AZ 1169             | 0,4504                   | 0,4504               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| Commune de Roquemaure   | ROQUEMAURE            | La Parra                 | AZ 1433             | 8,7464                   | 8,7464               | Commune de Roquemaure | Arrêté Préfectoral n° 2005-319-18 du 15/11/2005 |
| <b>TOTAL des surfaces maintenues au RF - forêt communale de ROQUEMAURE relevant du régime forestier</b> |                       |                          |                     | <b>153 ha 86 a 88 ca</b> |                      |                       |   |

### 3-Liste des parcelles intégrant le régime forestier :

| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Lieu-dit         | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire          | Régime forestier   |
|--|-----------------------|------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|--|
| Commune de Roquemaure  | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 937              | 5,1342                  | 5,1342               | Commune de Roquemaure | <b>Nouvelle soumission : parcelle proposée pour intégrer le Régime Forestier à partir de 2022 (noté : N.S. au R.F. 2022)</b> |
| Commune de Roquemaure  | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 938              | 0,0067                  | 0,0067               | Commune de Roquemaure | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Roquemaure  | ROQUEMAURE            | La Saumière      | AS 939              | 0,0060                  | 0,0060               | Commune de Roquemaure | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Roquemaure  | ROQUEMAURE            | La Saumière      | AS 940              | 0,0050                  | 0,0050               | Commune de Roquemaure | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Roquemaure  | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 1132             | 1,7476                  | 1,7476               | Commune de Roquemaure | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Roquemaure  | ROQUEMAURE            | Montagne d'Aspre | AS 1233             | 0,1530                  | 0,1530               | Commune de Roquemaure | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| <b>TOTAL des surfaces complémentaires de la forêt communale de ROQUEMAURE relevant du régime forestier</b> |                       |                  |                     | <b>07 ha 05 a 25 ca</b> |                      |                       |  |

#### Superficie actualisée :

- \* Ancienne superficie de la Forêt Communale de Roquemaure : 163 ha 17 a 09 ca
- \* Superficie totale à distraire du régime forestier : - 9 ha 30 a 21 ca
- \* Superficie à intégrer au régime forestier par soumissions complémentaires : + 7 ha 05 a 25 ca
- \* **Nouvelle superficie de la Forêt Communale de ROQUEMAURE : 160 ha 92 a 13 ca**



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-20-00004

KM-CO-ET322122011040

**Service Environnement Forêt**  
Affaire suivie par : Véronique BRES  
Tél. : 04 66 62 66 03  
[veronique.bres@gard.gouv.fr](mailto:veronique.bres@gard.gouv.fr)

**La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**ARRETE N° DDTM-SEF-2022-0226**  
portant application du régime forestier et restructuration foncière de  
la forêt communale de Baron

**VU** le code forestier, notamment les articles L 211-1 , L 214-3 et R 214-1 et suivants.

**VU** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-06-28-00002 du 28 juin 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien FERRA, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et la décision N° 2022-AH-AG02 du 02 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.

**VU** la délibération du conseil municipal de Baron en date du 27 septembre 2022 sollicitant l'application du régime forestier à la forêt communale de Baron.

**VU** l'avis favorable émis le 19 octobre 2022 par l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts.

**VU** le dossier du projet et le plan des lieux.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande de distraction du régime forestier des parcelles cadastrales précisée à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** la prise en compte de la demande d'intégration au régime forestier des parcelles précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L211-1 du code forestier les bois et les forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution qui appartiennent aux collectivités relèvent du régime forestier.

**CONSIDERANT** qu'au sens de l'article L214-3 du code forestier, dans les bois et forêt sus-mentionnés, l'application du régime forestier est prononcée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la collectivité.

.../...

## ARRETE

### Article 1er :

En application des dispositions du présent arrêté, la surface totale de la forêt communale de Baron relevant du régime forestier est portée à **364 ha 41 a 72 ca**. Le détail parcellaire est fourni en annexe.

### Article 2 :

A la suite de cette opération, le bornage des nouvelles limites de la forêt communale sera effectué par les soins et aux frais de la commune de Baron sous le contrôle de l'office national des forêts.

### Article 3 :

Le maire de Baron procédera à l'affichage du présent arrêté dans sa commune et transmettra à la préfecture un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

### Article 4 :

Sont abrogés tous actes antérieurs à la date du présent arrêté ayant prononcé l'application du régime forestier sur des terrains appartenant à la commune de Baron.

### Article 5 :

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le directeur de l'agence interdépartementale Gard/Hérault de l'office national des forêts, le maire de Baron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Nîmes, le 20 décembre 2022

La préfète;  
pour la préfète et par délégation,  
Le directeur départemental des  
territoires et de la mer  
Pour le directeur départemental,  
La cheffe de l'Unité Forêt-DFCI  
SIGNE  
Carole TROY

Le demandeur peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. « Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3500 habitants ». Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre compétent. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. La décision peut être contestée par des tiers dans les deux mois à compter de sa publication (affichage sur le terrain et en mairie)..

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDTM-SEF-2022-0226 du 20 décembre 2022  
relatif à l'application  
du régime forestier de la forêt communale de BARON  
sise sur le territoire communal de Baron

1- Prise en compte de la rectification cadastrale liée au passage de l'ancien cadastrale au cadastre moderne vers 1960-1970 :

| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Surface Cadastre (ha)                              | Surface soumise à RECTIFIER (ha) | Propriétaire     | Régime forestier (1 <sup>ère</sup> soumission)                                     |
|--|-----------------------|--|----------------------------------|------------------|--|
| Commune de Baron   | BARON                 | En 1915 : 357,3600<br>CONTRE<br>en 2022 : 358,3642 | + 1,0042                         | Commune de Baron | Décret Présidentiel du 30 janvier 1915<br>(Décret Présidentiel du 09 octobre 1894) |
| <b>Surface Totale de la forêt communale de BARON à intégrer au régime forestier par rectification cadastrale</b> |                       |  | <b>1 ha 00 a 42 ca</b>           |                  |  |

2- Liste des parcelles maintenues sous régime forestier :

| Commune de situation | Forêt de rattachement | Lieu-dit | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire     | Régime forestier (dont date 1 <sup>ère</sup> soumission)   |
|----------------------|-----------------------|----------|---------------------|-------------------------|----------------------|------------------|--|
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 1                 | 11,9145                 | 11,9145              | Commune de Baron | Décret Présidentiel du 30 janvier 1915<br>(Décret Présidentiel du 09 octobre 1894) noté :<br>D.P. 1915 (D.P. 1894) |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 2                 | 12,4790                 | 12,4790              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 3                 | 11,9995                 | 11,9995              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 4                 | 12,0310                 | 12,0310              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 5                 | 11,8495                 | 11,8495              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 6                 | 12,4280                 | 12,4280              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 8                 | 13,3857                 | 13,3857              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 9                 | 11,8402                 | 11,8402              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 10                | 9,1460                  | 9,1460               | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 11                | 10,6325                 | 10,6325              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 12                | 10,3455                 | 10,3455              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 13                | 12,2355                 | 12,2355              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |
| Commune de Baron     | BARON                 | DEVE     | A 14                | 10,2615                 | 10,2615              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)  |

| Commune de Baron   | BARON                 | TARDRE        | A 15                | 0,4420                   | 0,4420               | Commune de Baron | D.P. 1915<br>(PV de bornage du 03 octobre 1867)          |
|--|-----------------------|---------------|---------------------|--------------------------|----------------------|------------------|--|
| Commune de situation   | Forêt de rattachement | Lieu-dit      | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha)  | Surface soumise (ha) | Propriétaire     | Régime forestier (dont date 1 <sup>ère</sup> soumission) |
| Commune de Baron   | BARON                 | TARDRE        | A 16                | 6,9120                   | 6,9120               | Commune de Baron | D.P. 1915<br>(PV de bornage du 03 octobre 1867)          |
| Commune de Baron   | BARON                 | TARDRE        | A 20                | 6,9052                   | 6,9052               | Commune de Baron | D.P. 1915<br>(PV de bornage du 03 octobre 1867)          |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 4                | 10,2206                  | 10,2206              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 5                | 9,8901                   | 9,8901               | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 6                | 11,8062                  | 11,8062              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 7                | 11,7924                  | 11,7924              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 8                | 8,8020                   | 8,8020               | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 9                | 9,5543                   | 9,5543               | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 12               | 13,3031                  | 13,3031              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | AIGUE BLANQUE | AB 15               | 10,7469                  | 10,7469              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 1                | 13,8241                  | 13,8241              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 2                | 14,1693                  | 14,1693              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 3                | 16,9635                  | 16,9635              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 4                | 15,9422                  | 15,9422              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 6                | 14,0884                  | 14,0884              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 7                | 10,4814                  | 10,4814              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 8                | 19,3463                  | 19,3463              | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| Commune de Baron   | BARON                 | L'ARQUE       | AI 11               | 2,6258                   | 2,6258               | Commune de Baron | D.P. 1915 (D.P. 1894)                                    |
| <b>TOTAL des surfaces maintenues au RF – Forêt communale de BARON relevant du régime forestier</b> |                       |               |                     | <b>358 ha 36 a 42 ca</b> |                      |                  |  |

3- Liste des parcelles intégrant le régime forestier :

| Commune de situation  | Forêt de rattachement | Lieu-dit        | Parcelle cadastrale | Surface cadastrale (ha) | Surface soumise (ha) | Propriétaire     | Régime forestier (dont date 1 <sup>ère</sup> soumission)   |
|---|-----------------------|-----------------|---------------------|-------------------------|----------------------|------------------|--|
| Commune de Baron  | BARON                 | MONTEYAS        | AD 209              | 0,0655                  | 0,0655               | Commune de Baron | <b>Nouvelle soumission : parcelle proposée pour intégrer le Régime Forestier à partir de 2022 (noté : N.S. au R.F. 2022)</b> |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 53               | 0,4905                  | 0,4905               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 54               | 0,5707                  | 0,5707               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 55               | 0,5325                  | 0,5325               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 56               | 0,5647                  | 0,5647               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 57               | 0,5570                  | 0,5570               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 85               | 0,5898                  | 0,5898               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 86               | 0,5816                  | 0,5816               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 87               | 0,5730                  | 0,5730               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 88               | 0,5332                  | 0,5332               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 89               | 0,4841                  | 0,4841               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 90               | 0,0079                  | 0,0079               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 91               | 0,0422                  | 0,0422               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 92               | 0,0325                  | 0,0325               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 93               | 0,4019                  | 0,4019               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 103              | 0,0184                  | 0,0184               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 123              | 0,0070                  | 0,0070               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| Commune de Baron  | BARON                 | SERRE DE BAGARD | AK 124              | 0,0005                  | 0,0005               | Commune de Baron | <b>N.S. au R.F. 2022</b>   |
| <b>TOTAL des surfaces complémentaires de la forêt communale de BARON relevant du régime forestier</b> |                       |                 |                     | <b>6 ha 05 a 30 ca</b>  |                      |                  |  |

**Superficie actualisée :**

- \* Ancienne superficie de la Forêt Communale de Baron : 357 ha 36 a 00  
ca
- \* Superficie totale à intégrer au régime forestier par rectification de surface cadastrale :  
+ 1 ha 00 a 42  
ca
- \* Superficie à intégrer au régime forestier par soumissions complémentaires : + 6 ha 05 a 30  
ca
- \* **Nouvelle superficie de la Forêt Communale de BARON : 364 ha 41 a 72 ca**

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-19-00004

Barème denrées tournesol conso CDCFS-DG  
DU 06/12/22  
022

**Acte Administratif N° 30-2022-  
Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée  
pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles  
- séance du 06 décembre 2022 -**

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0222 des dégâts causés par le grand  
gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale  
de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

*(article R426-8 du code de l'environnement)*

| <b>Denrée</b>   | <b>Barème adopté<br/>année 2021</b> |     | <b>Adoption barème pour<br/>l'année 2022</b> |     |
|-----------------|-------------------------------------|-----|--|-----|
| Tournesol conso | 32,50                               | €/q | 60,60  | €/q |

Nîmes, le 19/12/2022

Pour la préfète,  
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer  
Le chef du service environnement et forêt  
Signé Cyril ANGRAND

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer du Gard

30-2022-12-14-00062

Barème denrées modificatif CDCFS-DG du  
06/12/2022

**Acte Administratif N° 30-2022-  
Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée  
pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles  
- séance du 06 décembre 2022 -**

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0217 des dégâts causés par le grand  
gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale  
de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

*(article R426-8 du code de l'environnement)*

| <b>Denrée</b>                 | <b>Barème adopté<br/>année 2021</b> |         | <b>Adoption barème pour<br/>l'année 2022</b> |         |
|-------------------------------|-------------------------------------|---------|--|---------|
| Abricot                       | 155,00                              | €/q     | 134,00                                       | €/q     |
| Abricot biologique            | 228,00                              | €/q     | 197,00                                       | €/q     |
| Actinidias (kiwis)            | 140,00                              | €/q     | 112,00                                       | €/q     |
| Actinidias (kiwis) biologique | 170,00                              | €/q     | 136,00                                       | €/q     |
| Ail                           | 195,00                              | €/q     | 195,00                                       | €/q     |
| Amande en coque               | 240,00                              | €/q     | 240,00                                       | €/q     |
| Artichaut                     | 118,00                              | €/q     | 118,00                                       | €/q     |
| Artichaut biologique          | 203,00                              | €/q     | 203,00                                       | €/q     |
| Asperge                       | 419,00                              | €/q     | 390,00                                       | €/q     |
| Asperge biologique            | 694,00                              | €/q     | 645,00                                       | €/q     |
| Aubergine                     | 96,00                               | €/q     | 104,00                                       | €/q     |
| Aubergine biologique          | 152,00                              | €/q     | 152,00                                       | €/q     |
| Bambou pot 7 litres           | 18,00                               | €/litre | 18,00  | €/litre |
| Bambou pot 30 litres          | 60,00                               | €/litre | 60,00  | €/litre |
| Basilic                       | 1,80                                | €/botte | 1,80   | €/botte |
| Basilic biologique            | 6,00                                | €/botte | 6,00   | €/botte |
| Betterave rouge               | 81,00                               | €/q     | 81,00  | €/q     |
| Betterave rouge biologique    | 108,00                              | €/q     | 108,00                                       | €/q     |
| Blette                        | 80,00                               | €/q     | 80,00  | €/q     |
| Blette biologique             | 109,00                              | €/q     | 109,00                                       | €/q     |

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0217 des dégâts causés par le grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

|  |         |         |         |         |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Bulbe de safran                        | 0,38    | €/U     | 0,38    | €/U     |
| Camélia                                | 11,95   | €/U     | 11,95   | €/U     |
| Carotte                                | 47,00   | €/q     | 45,00   | €/q     |
| Carotte biologique                     | 103,00  | €/q     | 85,00   | €/q     |
| Céleri branche                         | 59,00   | €/q     | 59,00   | €/q     |
| Céleri branche biologique              | 106,00  | €/q     | 106,00  | €/q     |
| Cerise blanche                         | Contrat | €/q     | Contrat | €/q     |
| Cerise rouge                           | 366,00  | €/q     | 245,00  | €/q     |
| Cerise rouge biologique                | 486,00  | €/q     | 439,00  | €/q     |
| Châtaigne récolte manuelle             | 180,00  | €/q     | 180,00  | €/q     |
| Châtaigne récolte mécanique            | 300,00  | €/q     | 300,00  | €/q     |
| Châtaigne biologique                   | 200,00  | €/q     | 222,00  | €/q     |
| Châtaigne biologique récolte mécanique | 320,00  | €/q     | 342,00  | €/q     |
| Chou-fleur                             | 0,90    | €/U     | 0,90    | €/U     |
| Chou-fleur biologique                  | 1,32    | €/U     | 1,32    | €/U     |
| Chou-vert                              | 0,50    | €/U     | 0,50    | €/U     |
| Chou-vert biologique                   | 0,70    | €/U     | 0,70    | €/U     |
| Ciboulette                             | 1,80    | €/botte | 1,80    | €/botte |
| Concombre                              | 34,00   | €/q     | 70,00   | €/q     |
| Concombre biologique                   | 56,00   | €/q     | 115,00  | €/q     |
| Courge                                 | 29,00   | €/q     | 24,00   | €/q     |
| Courge biologique                      | 65,00   | €/q     | 74,00   | €/q     |
| Courge butternut                       | 42,00   | €/q     | 40,00   | €/q     |
| Courge butternut biologique            | 83,00   | €/q     | 83,00   | €/q     |
| Courge potiron potimarron              | 58,00   | €/q     | 55,00   | €/q     |
| Courge potiron potimarron biologique   | 88,00   | €/q     | 92,00   | €/q     |
| Courge spaghetti                       | 78,00   | €/q     | 66,00   | €/q     |
| Courge spaghetti biologique            | 75,00   | €/q     | 69,00   | €/q     |
| Courgette verte                        | 59,00   | €/q     | 52,00   | €/q     |
| Courgette verte biologique             | 120,00  | €/q     | 124,00  | €/q     |
| Courgette ronde                        | 115,00  | €/q     | 108,00  | €/q     |
| Courgette ronde biologique             | 171,00  | €/q     | 175,00  | €/q     |
| Échalote                               | 95,00   | €/q     | 95,00   | €/q     |

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0217 des dégâts causés par le grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

|                                     |         |                  |         |                  |
|-------------------------------------|---------|------------------|---------|------------------|
| Epinards                            | 116,00  | €/q              | 112,00  | €/q              |
| Épinards biologiques                | 317,00  | €/q              | 259,00  | €/q              |
| Fenouil                             | 91,00   | €/q              | 90,00   | €/q              |
| Fenouil biologique                  | 141,00  | €/q              | 138,00  | €/q              |
| Figue                               | 300,00  | €/q              | 330,00  | €/q              |
| Figue biologique                    | 499,00  | €/q              | 483,00  | €/q              |
| Fraise                              | 355,00  | €/q              | 326,00  | €/q              |
| Fraise biologique                   | 614,00  | €/q              | 615,00  | €/q              |
| Fraise garriguette                  | 480,00  | €/q              | 440,00  | €/q              |
| Fraise garriguette biologique       | 780,00  | €/q              | 781,00  | €/q              |
| Framboise                           | 10,26   | €/kg             | 10,40   | €/kg             |
| Gazon                               | 3,72    | €/m <sup>2</sup> | 3,72    | €/m <sup>2</sup> |
| Haricot vert                        | 330,00  | €/q              | 367,00  | €/q              |
| Haricot vert biologique             | 515,00  | €/q              | 538,00  | €/q              |
| Lavandin                            | Contrat | €/q              | Contrat | €/q              |
| Lentille                            | 60,00   | €/q              | 75,00   | €/q              |
| Lentille biologique                 | 90,00   | €/q              | 105,00  | €/q              |
| Melon sous chenille                 | 155,4   | €/q              | /       | €/q              |
| Melon sous chenille biologique      | 167,00  | €/q              | /       | €/q              |
| Melon                               | 64,00   | €/q              | 101,00  | €/q              |
| Melon biologique                    | 118,00  | €/q              | 200,00  | €/q              |
| Menthe                              | 1,80    | €/botte          | 1,80    | €/botte          |
| Navet                               | 63,00   | €/q              | 51,00   | €/q              |
| Navet biologique                    | 97,00   | €/q              | 79,00   | €/q              |
| Navet blanc                         | 66,00   | €/q              | 66,00   | €/q              |
| Noix                                | 270,00  | €/q              | 270,00  | €/q              |
| Oignon blanc                        | 90,00   | €/q              | 80,00   | €/q              |
| Oignon blanc biologique             | 79,00   | €/q              | 84,00   | €/q              |
| Oignon jaune                        | 48,00   | €/q              | 48,00   | €/q              |
| Oignon jaune biologique             | 79,00   | €/q              | 79,00   | €/q              |
| Oignon doux des Cévennes            | 100,00  | €/q              | 90,00   | €/q              |
| Oignon doux des Cévennes biologique | 200,00  | €/q              | 120,00  | €/q              |
| Olive à huile                       | 108,00  | €/q              | 108,00  | €/q              |
| Olive de table                      | 180,00  | €/q              | 180,00  | €/q              |

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0217 des dégâts causés par le grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

|                                       |         |         |         |         |
|---------------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Pastèque                              | 56,00   | €/q     | 72,00   | €/q     |
| Pastèque biologique                   | 64,00   | €/q     | 76,00   | €/q     |
| Pêche blanche                         | 159,00  | €/q     | 134,00  | €/q     |
| Pêche blanche biologique              | 254,00  | €/q     | 214,00  | €/q     |
| Pêche jaune                           | 171,00  | €/q     | 145,00  | €/q     |
| Pêche jaune biologique                | 253,00  | €/q     | 215,00  | €/q     |
| Pêche nectarine blanche               | 187,00  | €/q     | 158,00  | €/q     |
| Pêche nectarine blanche biologique    | 248,00  | €/q     | 210,00  | €/q     |
| Pêche nectarine jaune                 | 152,00  | €/q     | 129,00  | €/q     |
| Pêche nectarine jaune biologique      | 252,00  | €/q     | 214,00  | €/q     |
| Pêche Pavie (industrie)               | Contrat | €/q     | Contrat | €/q     |
| Persil                                | 3,00    | €/kg    | 3,00    | €/kg    |
| Persil biologique                     | 0,53    | €/botte | 0,53    | €/botte |
| Piment biologique                     | 0,20    | €/U     | 0,20    | €/U     |
| Plant arbre fruitier scion greffé     | 8,00    | €/U     | 8,00    | €/U     |
| Plant arbre fruitier (1 an)           | 14,00   | €/U     | 14,00   | €/U     |
| Plant arbre fruitier (2 ans)          | 33,00   | €/U     | 33,00   | €/U     |
| Plant châtaignier greffé (1 an) scion | 12,50   | €/U     | 12,50   | €/U     |
| Plant châtaignier greffé (2 ans)      | 25,00   | €/U     | 25,00   | €/U     |
| Plant chou                            | 0,12    | €/U     | 0,12    | €/U     |
| Plant courge                          | 0,15    | €/U     | 0,15    | €/U     |
| Plant fraisier                        | 0,38    | €/U     | 0,38    | €/U     |
| Plant framboisier                     | 3,50    | €/U     | 3,50    | €/U     |
| Plant lavandin                        | 0,18    | €/U     | 0,18    | €/U     |
| Plant poireau                         | 0,08    | €/U     | 0,08    | €/U     |
| Plant truffier                        | 14,00   | €/U     | 14,00   | €/U     |
| Plant vigne greffe                    | 1,28    | €/U     | 1,45    | €/U     |
| Plant olivier                         | 12,10   | €/U     | 12,10   | €/U     |
| Poire                                 | 94,00   | €/q     | 94,00   | €/q     |
| Poire biologique                      | 153,00  | €/q     | 143,00  | €/q     |
| Poire Williams                        | 93,00   | €/q     | /       | €/q     |
| Poire Williams biologique             | 143,00  | €/q     | /       | €/q     |

**Barème départemental N° DDTM-SEF-2022-0215 des dégâts causés par le grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

|   |         |         |         |         |
|---|---------|---------|---------|---------|
| Poire industrie                         | Contrat | €/q     | Contrat | €/q     |
| Poireau                                 | 72.00   | €/q     | 72,00   | €/q     |
| Pois à écosser                          | 321.00  | €/q     | 304,00  | €/q     |
| Pois à écosser biologique               | 555.00  | €/q     | 577,00  | €/q     |
| Pois chiche                             | 40.00   | €/q     | 74,50   | €/q     |
| Pois chiche biologique                  | 85.00   | €/q     | 110,00  | €/q     |
| Pois gourmand                           | 352.00  | €/q     | 332,00  | €/q     |
| Pois gourmand biologique                | 441.00  | €/q     | 415,00  | €/q     |
| Poivron                                 | 98.00   | €/q     | 145,00  | €/q     |
| Poivron biologique                      | 181.00  | €/q     | 158,00  | €/q     |
| Pomme de terre primeur                  | 42.00   | €/q     | 68,00   | €/q     |
| Pomme de terre primeur biologique       | 145.00  | €/q     | 88,00   | €/q     |
| Pomme de terre d'Automne                | 39.00   | €/q     | 62,00   | €/q     |
| Pomme de terre d'Automne biologique     | 70.00   | €/q     | 82,00   | €/q     |
| Pomme industrie                         | Contrat | €/q     | Contrat | €/q     |
| Pomme reinette des Cévennes             | 75.00   | €/q     | 81,00   | €/q     |
| Pomme reinette des Cévennes biologique  | 131.00  | €/q     | 131,00  | €/q     |
| Pomme variété nouvelle                  | 45.50   | €/q     | 40,90   | €/q     |
| Pomme variété nouvelle biologique       | 106.00  | €/q     | 95,40   | €/q     |
| Pomme variété traditionnelle            | 42.75   | €/q     | 38,50   | €/q     |
| Pomme variété traditionnelle biologique | 105.00  | €/q     | 94,50   | €/q     |
| Prune traditionnelle                    | 183.00  | €/q     | 183,00  | €/q     |
| Prune industrie                         | Contrat | €/q     | Contrat | €/q     |
| Prune mirabelle de bouche               | 174.00  | €/q     | 174,00  | €/q     |
| Prune mirabelle industrie               | Contrat | €/q     | Contrat | €/q     |
| Radis                                   | 0.32    | €/botte | 0,32    | €/botte |
| Radis biologique                        | 0.67    | €/botte | 0,67    | €/botte |
| Radis rond biologique                   | 0.71    | €/botte | 0,71    | €/botte |

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0217 des dégâts causés par le grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

|   |         |      |        |      |
|---|---------|------|--------|------|
| Raisin de table                               | 144,00  | €/q  | 164,00 | €/q  |
| Raisin de table biologique                    | 202,00  | €/q  | 205,00 | €/q  |
| Raisin de table muscat d'Hambourg             | 160,00  | €/q  | 194,00 | €/q  |
| Raision de table muscat d'Hambourg biologique | 228,00  | €/q  | 228,00 | €/q  |
| Riz   | 32,50   | €/q  | 65,00  | €/q  |
| Riz biologique                                | 80,00   | €/q  | 85,00  | €/q  |
| Riz rond                                      | 40,00   | €/q  | 65,00  | €/q  |
| Riz rond biologique                           | 70,00   | €/q  | 85,00  | €/q  |
| Riz rouge biologique                          | 120,00  | €/q  | 120,00 | €/q  |
| Riz noir                                      | 90,00   | €/q  | 90,00  | €/q  |
| Salade  | 0,29    | €/U  | 0,29   | €/U  |
| Salade biologique                             | 0,42    | €/U  | 0,42   | €/U  |
| Salade mâche                                  | 396,00  | €/q  | 293,00 | €/q  |
| Salade mâche biologique                       | 471,00  | €/q  | 374,00 | €/q  |
| Tomate allongée                               | 139,00  | €/q  | 113,00 | €/q  |
| Tomate allongée biologique                    | 264,00  | €/q  | 154,00 | €/q  |
| Tomate côtelée                                | 75,00   | €/q  | 134,00 | €/q  |
| Tomate côtellée biologique                    | /       | €/q  | 174,00 | €/q  |
| Tomate ronde                                  | /       | €/q  | 76,00  | €/q  |
| Tomate ronde biologique                       | /       | €/q  | 107,00 | €/q  |
| Tomate industrie                              | Contrat | €/q  | Conrat | €/q  |
| Tomate sous abri froid                        | 170,00  | €/q  | 170,00 | €/q  |
| Vigne mère                                    | 0,22    | €/ml | 0,22   | €/ml |

**Barème départemental modificatif N° DDTM-SEF-2022-0217 des dégâts causés par le grand gibier sur les cultures et les récoltes agricoles (Gard) adopté en commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en formation spécialisée du 06 décembre 2022**

Barème des céréales à paille, oléagineux, protéagineux  
pour la campagne d'indemnisation (récolte 2022)

|                                      |        |     |        |     |
|--------------------------------------|--------|-----|--------|-----|
| Blé dur                              | 33.00  | €/q | 42,30  | €/q |
| Blé dur biologique                   | 54.00  | €/q | 58,00  | €/q |
| Blé tendre                           | 21.80  | €/q | 32,60  | €/q |
| Blé tendre biologique                | 45.00  | €/q | 60,00  | €/q |
| Blé Bio panifiable variété ancienne  | 50.00  | €/q | 65,00  | €/q |
| Petit épeautre                       | 60.00  | €/q | 75,00  | €/q |
| Petit épeautre biologique            | 120.00 | €/q | 135,00 | €/q |
| Orge biologique                      | 25.00  | €/q | 34,50  | €/q |
| Orge de mouture                      | 20.50  | €/q | 28,30  | €/q |
| Orge brassicole de Printemps         | 22.60  | €/q | 34,30  | €/q |
| Orge brassicole d'Hiver              | 21.10  | €/q | 30,40  | €/q |
| Avoine blanche                       | 16.00  | €/q | 23,10  | €/q |
| Avoine blanche biologique            | 29.00  | €/q | 34,80  | €/q |
| Avoine noire                         | 19.00  | €/q | 26,10  | €/q |
| Sarrazin                             | 60.00  | €/q | 80,00  | €/q |
| Seigle                               | 19.00  | €/q | 31,10  | €/q |
| Soja                                 | 32.00  | €/q | 40,00  | €/q |
| Sorgho (grain)                       | 15.00  | €/q | 27,00  | €/q |
| Sorgho (grain) biologique            | 23.00  | €/q | 40,00  | €/q |
| Triticale (hybride)                  | 19.00  | €/q | 29,50  | €/q |
| Triticale biologique                 | 31.00  | €/q | 48,00  | €/q |
| Colza                                | 37.20  | €/q | 62,40  | €/q |
| Colza biologique                     | 70.00  | €/q | 77,00  | €/q |
| Pois protéagineux                    | 28.40  | €/q | 38,70  | €/q |
| Féverole                             | 27.00  | €/q | 39,00  | €/q |
| Avoine vesce (fourrage)              | 15.00  | €/q | 18,00  | €/q |
| Mélange vesce Avoine                 | 15.50  | €/q | 18,00  | €/q |
| Mélange vesce Avoine Bio             | 26.00  | €/q | 20,00  | €/q |
| Vesce avoine grain                   | /      |     | 23,10  | €/q |
| Vesce avoine grain biologique        |        |     | 34,80  | €/q |
| Méteil (mélange graminé légumineuse) | 15.00  | €/q | 18,00  | €/q |

|   |       |                              |        |     |
|---|-------|------------------------------|--------|-----|
|   |       |                              |        |     |
| Méteil biologique (mélange graminé légumineuse)   | 18.00 | €/q                          | 20,00  | €/q |
| Luzerne sainfoin  | 18.00 | €/q                          | 21,60  | €/q |
| Luzerne sainfoin biologique   | 22.00 | €/q                          | 24,60  | €/q |
| Paille (auto-consommation)  | 60.00 | €/T                          | 90,00  | €/T |
| Paille (vente céréalier)  | 50.00 | €/T                          | 80,00  | €/T |
| Paille biologique   | /     |                              | 103,50 | €/T |
| Ray-gras  | 15.00 | €/q                          | 18,00  | €/q |
| Sorgho fourrager - Moha fourrager   | 15.00 | €/q                          | 18,00  | €/q |
| Foin : département calamité sécheresse avec typologie prairie   | 13.11 | €/q                          | 17,28  | €/q |
| Foin biologique   | 15.00 | €/q                          | 18,00  | €/q |
| Maïs grain  | 20.70 | €/q                          | 31,00  | €/q |
| Maïs ensilage   | 3.90  | €/q                          | 6,70   | €/q |
| Maïs Dry  | 13.60 | €/q                          | 31,00  | €/q |
| Tournesol conso   | 32,50 | €/T                          | 60,60  | €/T |
| Maïs doux biologique  | 0.80  | €/U                          | 0,80   | €/U |
| Tournesol oléique + linoléique  | 53.80 | €/q                          | 60,60  | €/q |
| Tournesol oléique + linoléique biologique   | 52.00 | €/q                          | 60,60  | €/q |
| <b>Barèmes spéciaux</b>   |       |                              |        |     |
| Denrées auto-consommées   |       | Majoration du barème de 20 % |        |     |
| Cultures semences ou sous contrat   |       | contrat                      |        |     |
| Dédution des frais de récolte mécanique châtaigne (coût moyen à l'ha de la moissonneuse)  |       | 40 % si 100 % détruit        |        |     |
| Dédution des frais de récolte mécanique pour les céréales (coût moyen à l'ha de la moissonneuse)  |       | 100,00 €/ha                  |        |     |
| <p>En cas de contestation du barème (vente directe), le réclamant doit produire à la commission départementale d'indemnisation les documents nécessaires à la démonstration du mode de commercialisation en vente directe (factures, description de stock, attestation du comptable, etc...). La commission départementale d'indemnisation veillera également à déduire du prix de vente, l'intégralité des frais de récolte et de commercialisation non engagés.</p> |       |                              |        |     |

Nîmes, le 14/12/2022

Pour la préfère,  
 Pour le directeur départemental des territoires et de la mer  
 Le chef du service environnement et forêt  
 Signé Cyrille ANGRAND





Prefecture du Gard

30-2022-12-21-00001

arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 portant  
attribution du titre de maître-restaurateur à M  
Jean-Philippe PEYROL pour l'Etablissement LE  
COURS

**Arrêté n° 30-2022-12- - portant attribution du titre de maître-restaurateur**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du mérite,

VU le Code de la Consommation, notamment son article R.115-5 ;

VU le Code de l'Education, notamment ses articles R.335-12 et suivants ;

VU le Code Général des Impôts, notamment son article 244 quater Q ;

VU le décret n° 2007-1359 du 14 septembre 2007 relatif au titre de maître-restaurateur ;

VU les arrêtés interministériels des 14 septembre 2007 relatifs à l'attribution du titre de maître-restaurateur, et aux conditions de justifications des compétences requises pour bénéficier du titre de maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2008 fixant la liste des organismes certificateurs aptes à réaliser l'audit externe relatif à la délivrance du titre de maître-restaurateur ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2015 relatif au cahier des charges;

VU la circulaire ministérielle du 24 avril 2008 relative à la mise en œuvre du titre de maître-restaurateur ;

VU la demande présentée par Monsieur Jean-Philippe PEYROL par laquelle l'intéressé demande l'obtention du titre de maître-restaurateur;

CONSIDERANT que Monsieur Jean-Philippe PEYROL, chef de cuisine et co-exploitant de l'établissement dénommé «HOTEL-RESTAURANT LE COURS» situé au 10 avenue François Griffeuille, à SAINT-GILLES (30 800), remplit toutes les conditions fixées par les textes susvisés ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,

## ARRETE

Article 1er : Le titre de maître-restaurateur est décerné à Monsieur Jean-Philippe PEYROL , chef de cuisine et co-gérant de l'établissement dénommé "HOTEL-RESTAURANT LE COURS", situé au 10 avenue François Griffeuille, à SAINT-GILLES (30 800) .

Article 2 : Le présent acte est valable pour une durée maximum de quatre ans à compter de sa publication.

Article 3 : Tout changement intervenant dans l'un des éléments ayant conduit à l'attribution de ce titre devra être immédiatement signalé à la Préfète du département du Gard (Direction de la citoyenneté , de la légalité et de la coordination-Service des élections, réglementation générale et environnement – Bureau de la réglementation générale et de l'environnement).

Article 4 : En cas de départ du cuisinier, dont la qualification a permis la délivrance du titre, le gérant ou co-gérant de l'établissement devra pourvoir à son remplacement, par une personne détenant la qualification de cuisinier définie par les textes précités, dans un délai de trente jours.

Article 5 : Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par voie de recours gracieux auprès de la commission régionale de recours pour l'attribution du titre de maître-restaurateur dont le secrétariat est assuré par le Directeur de la DREETS Occitanie/ Service régional de contrôle de la formation et titres professionnels/ Unité de Contrôle Est, sis au 615, Boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier CEDEX 2 .

Article 6 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Gard, le maire de Saint-Gilles, le Directeur départemental de la protection des populations, le Directeur départemental des Finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard et dont une copie sera adressée au demandeur ainsi qu'au :

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance ·  
Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services –  
Sous-direction du commerce, de l'artisanat et des professions libérales  
Service Tourisme, commerce artisanat et services  
Bâtiment Condorcet – Télédoc 314 –  
6, rue Louise Weiss –  
75703 PARIS CEDEX 13;

Et à la :

DREETS Occitanie  
Service régional de contrôle de la formation et titres professionnels  
Unité de contrôle Est  
615, Boulevard d'Antigone CS 19002  
34064 Montpellier CEDEX 2

La préfète,  
Pour la Préfète,  
la Sous-Préfète,  
secrétaire générale adjointe  
Chloé DEMEULENAERE

Prefecture du Gard

30-2022-12-16-00009

Arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête  
publique parcellaire complémentaire

**Arrêté n° 30-2022-12-**

**Arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête publique parcellaire complémentaire relative à la réalisation du projet de revitalisation du cours d'eau « le Buffalon » sur les territoires des communes de Rodilhan et de Nîmes**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment la première section du chapitre I du titre III du livre premier ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ,

**Vu** le schéma de cohérence territoriale Sud Gard ;

**Vu** le schéma régional de cohérence écologique du Languedoc-Roussillon ;

**Vu** le schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée 2016-2021 ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de la commune de Rodilhan ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de la commune de Nîmes ;

**Vu** le décret du 17 février 2021 portant nomination de Madame Marie-Françoise LECAILLON en qualité de préfète du Gard ;

**Vu** la délibération n° 2018-35 du conseil syndical de l'établissement public territorial de bassin (EPTB) Vistre Vistrenque en date du 17 octobre 2018, demandant l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique, de cessibilité des terrains, d'autorisation environnementale, de déclaration d'intérêt général et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour la réalisation des travaux de revitalisation du cours d'eau le Buffalon ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2019-10-16-089 du 16 octobre 2019 portant déclaration d'utilité publique du projet de revitalisation du cours d'eau « le Buffalon » emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Rodilhan, au profit de l'EPTB Vistre Vistrenque ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-03-09-00003 du 9 mars 2022 déclarant la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet de revitalisation du cours d'eau « le Buffalon » sur les communes de Rodilhan et Nîmes au profit de l'EPTB Vistre Vistrenque ;

**Vu** la lettre du président de l'EPTB Vistre Vistrenque du 3 octobre 2022 demandant l'ouverture d'une enquête publique parcellaire complémentaire en vue de l'acquisition de parcelles dans le cadre de la déclaration d'utilité publique du projet de revitalisation du cours d'eau « le Buffalon » du 16 octobre 2019 précitée ;

**Vu** le plan parcellaire régulier des terrains dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération ;

**Vu** la liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le directeur départemental des finances publiques, au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens ;

**Vu** la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département du Gard au titre de l'année 2023 ;

**Considérant** que le commissaire enquêteur a été consulté le 6 décembre 2022 sur les modalités de déroulement de l'enquête publique parcellaire complémentaire ;

**Considérant** qu'il y a lieu de soumettre aux formalités d'une enquête parcellaire complémentaire prescrite par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique portant sur la cessibilité de parcelles nécessaires à la réalisation des travaux de revitalisation du cours d'eau le Buffalon par l'EPTB Vistre Vistrenque sur le territoire des communes de Nîmes et de Rodilhan ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il sera procédé à une enquête parcellaire complémentaire en vue de délimiter exactement les parcelles à acquérir par l'établissement public territorial de bassin (EPTB) Vistre Vistrenque pour permettre la réalisation des travaux de revitalisation du cours d'eau le Buffalon par l'EPTB Vistre Vistrenque sur le territoire des communes de Nîmes et de Rodilhan

**du lundi 16 janvier au mardi 31 janvier 2023 inclus.**

### **Article 2 :**

Les pièces du dossier d'enquête, ainsi qu'un registre d'enquête, seront déposés, afin que chacun puisse en prendre connaissance, pendant 16 jours consécutifs, **du lundi 16 janvier au mardi 31 janvier 2023 inclus:**

- en mairie Rodilhan, place de la Mairie, 30230 Rodilhan, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, exceptés les mardis 17 et 24 janvier 2023 après-midi et les Jeudis après-midi.
- en mairie de Nîmes, Services techniques, 152 Avenue Robert Bompard 30000 Nîmes, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

La commune de Rodilhan est la commune siège de l'enquête publique.

### **Article 3 :**

M. Jean-Paul CHAUDAT, directeur délégué de l'énergie nucléaire du CEA, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire cette enquête.

### **Article 4 :**

L'avis d'ouverture d'enquête publique portant les indications reproduites dans le présent arrêté d'ouverture d'enquête sera publié en caractères apparents par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, en mairie et sur le territoire des communes de Nîmes et de Rodilhan, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette mesure de publicité sera certifié par le maire de Nîmes et le maire de Rodilhan à l'issue de l'enquête publique ; ce certificat sera ensuite transmis sans délai à la préfète du Gard, direction de la citoyenneté, de la légalité et de la coordination, bureau de la réglementation générale et de l'environnement, 10 avenue Feuchères 30045 Nîmes cedex 9.

L'avis d'ouverture d'enquête publique sera publié, à la demande des services préfectoraux, dans un journal local ou régional du département du Gard, huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé durant les huit premiers jours suivant le début de celle-ci. Un exemplaire de ces parutions sera annexé au dossier d'enquête.

L'avis d'enquête est également mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le Gard ([www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)).

### **Article 5 :**

Avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, l'expropriant notifiera le dépôt du dossier dans les mairies concernées, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndicats. En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires ou preneurs à bail rural.

Les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1 de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Ces mesures de publicité seront accomplies notamment en vue de l'application des dispositions des articles L 311-1 à L 311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique reproduites ci-après :

*" En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture d'enquête, soit l'acte déclarant d'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation (art L 311-1).*

*Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes (art L 311-2). Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L 311-1 et L 311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnités (art L311-3) ».*

#### **Article 6 :**

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations portant sur l'enquête parcellaire pourront être consignées par toute personne intéressée, directement sur les registres d'enquête publique ouverts à cet effet en mairies de Nîmes et de Rodilhan, constitués de feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le maire.

Ces observations pourront également être adressées par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur, enquête parcellaire sur le projet de revitalisation du cours d'eau "le Buffalon", domicilié en mairie de Rodilhan, place de la Mairie, 30230 Rodilhan.

Celles-ci seront annexées sans délai au registre d'enquête.

Ces observations, qu'elles soient écrites ou orales, pourront être également communiquées au commissaire enquêteur, qui sera en mesure de recevoir personnellement le public lors des permanences établies durant l'enquête, aux jours et heures suivants, en mairie de Rodilhan, place de la Mairie, 30230 Rodilhan :

le lundi 16 janvier 2023, de 9 heures à 11 heures,  
le mardi 31 janvier 2023, de 15 heures à 17 heures.

Ne seront prises en compte que les observations portant sur l'enquête parcellaire qui seront formulées **du lundi 16 janvier au mardi 31 janvier 2023**. Conformément aux dispositions visées ci-dessus, elles seront imprimées et jointes au registre d'enquête.

#### **Article 7 :**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par les maires des communes concernées et transmis, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur, dans les vingt-quatre heures.

#### **Article 8 :**

Le commissaire enquêteur examinera les observations recueillies pendant toute la durée de l'enquête et après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer, il donnera son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération, qu'il transmettra, dans un délai maximal de trente jours suivant la clôture de l'enquête, à la préfète du Gard, direction de la citoyenneté, de la légalité et de la coordination, bureau de la réglementation générale et de l'environnement, 10 avenue Feuchères 30045 Nîmes cedex 9. Cet avis sera assorti des registres d'enquête parcellaire et des dossiers complets qui y auront été soumis.

#### **Article 9 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le président de l'EPTB Vistre Vistrenque, le maire de Nîmes, le maire de Rodilhan et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nîmes, le  
Pour la préfète,  
La préfète,  
Le secrétaire général

16 DEC. 2022

Frédéric LOISEAU

Prefecture du Gard

30-2022-12-16-00007

Habilitation médiateur association accueil  
réfugiés FORM REFUGIES au CRA30 - Mme  
DIAGNE

**Arrêté n° 30-2022-12-  
portant habilitation d'un(e) médiateur/trice  
de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM REFUGIES  
au centre de rétention administrative de Nîmes (GARD)**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre du Mérite,

**VU** le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment l'article R 744-20 et R 744-21 ;

**VU** le règlement intérieur du centre de rétention administrative de Nîmes;

**VU** la demande d'habilitation formulée le 27/10/2022 par le directeur adjoint de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** est habilité(e) à intervenir au centre de rétention administrative de Nîmes en qualité de médiateur/trice de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS:

**Madame Salimata DIAGNE, née le 16/10/1984 à Saint Louis (Sénégal)**

**ARTICLE 2 :** la personne est tenue de se conformer au règlement intérieur du centre de rétention administrative de Nîmes.

**ARTICLE 3 :** la présente habilitation est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023. Les services de la préfecture seront avertis dans les meilleurs délais en cas de radiation d'un médiateur habilité des effectifs de l'association. Tout renouvellement sera sollicité un mois avant l'échéance de l'habilitation en cours.

**ARTICLE 4 :** le secrétaire général de la préfecture du Gard, le Directeur Interdépartemental Adjoint, Chef des services de Police aux Frontières du Gard, le directeur de l'association FORUM RÉFUGIÉS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nîmes, le 16 DEC. 2022

La préfète

Hôtel de la Préfecture  
10 avenue Feuchères - 30045 NIMES CEDEX 9  
Tél : 0 4 66 36 43 90  
Fax : 04 66 36 00 87 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

Pour la préfète et par délégation  
La directrice  
du Service des Migrations et de l'Intégration

  
SYLVIE ALARCON

Prefecture du Gard

30-2022-12-16-00008

Habilitation médiateur association accueil  
réfugiés FORM REFUGIES au CRA30 - Mme ISSA

**Arrêté n° 30-2022-12-  
portant habilitation d'un(e) médiateur/trice  
de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS  
au centre de rétention administrative de Nîmes (GARD)**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre du Mérite,

**VU** le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment l'article R 744-20 et R 744-21 ;

**VU** le règlement intérieur du centre de rétention administrative de Nîmes;

**VU** la demande d'habilitation formulée le 27/10/2022 par le directeur adjoint de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** est habilité(e) à intervenir au centre de rétention administrative de Nîmes en qualité de médiateur/trice de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS :

**Madame Nour Laura ISSA, né(e) le 18/10/1991 à Le Mans**

**ARTICLE 2 :** la personne est tenue de se conformer au règlement intérieur du centre de rétention administrative de Nîmes.

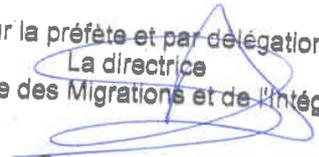
**ARTICLE 3 :** la présente habilitation est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023. Les services de la préfecture seront avertis dans les meilleurs délais en cas de radiation d'un médiateur habilité des effectifs de l'association. Tout renouvellement sera sollicité un mois avant l'échéance de l'habilitation en cours.

**ARTICLE 4 :** le secrétaire général de la préfecture du Gard, le Directeur Interdépartemental Adjoint, Chef des services de Police aux Frontières du Gard, le directeur de l'association FORUM RÉFUGIÉS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nîmes, le 16 DEC. 2022

La préfète

Hôtel de la Préfecture  
10 avenue Feuchères - 30045 NIMES CEDEX 9  
Tél : 0 4 66 36 43 90  
Fax : 04 66 36 00 87 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

Pour la préfète et par délégation  
La directrice  
du Service des Migrations et de l'Intégration  
  
Sylvie ALARCON

Prefecture du Gard

30-2022-12-16-00006

Habilitation médiateur association pour accueil  
réfugiés FORUM REFUGIES au CRA 30 - MME  
BELLAHOUËL

**Arrêté n° 30-2022-12-  
portant habilitation d'un(e) médiateur/trice  
de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS  
au centre de rétention administrative de Nîmes (GARD)**

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre du Mérite,

**VU** le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment l'article R 744-20 et R 744-21 ;

**VU** le règlement intérieur du centre de rétention administrative de Nîmes;

**VU** la demande d'habilitation formulée le 27/10/2022 par le directeur adjoint de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** est habilité(e) à intervenir au centre de rétention administrative de Nîmes en qualité de médiateur/trice de l'association pour l'accueil des réfugiés FORUM RÉFUGIÉS :

**Madame Edwina BELLAHOUEL, né(e) le 26/11/1983 à ROUEN**

**ARTICLE 2 :** la personne est tenue de se conformer au règlement intérieur du centre de rétention administrative de Nîmes.

**ARTICLE 3 :** la présente habilitation est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023. Les services de la préfecture seront avertis dans les meilleurs délais en cas de radiation d'un médiateur habilité des effectifs de l'association. Tout renouvellement sera sollicité un mois avant l'échéance de l'habilitation en cours.

**ARTICLE 4 :** le secrétaire général de la préfecture du Gard, le Directeur Interdépartemental Adjoint, Chef des services de Police aux Frontières du Gard, le directeur de l'association FORUM RÉFUGIÉS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nîmes, le 16 DEC. 2022

La préfète

Pour la préfète et par délégation  
La directrice  
du Service des Migrations et de l'Intégration

Sylvie ALARCON

Hôtel de la Préfecture  
10 avenue Feuchères - 30045 NIMES CEDEX 9  
Tél : 0 4 66 36 43 90  
Fax : 04 66 36 00 87 - [www.gard.gouv.fr](http://www.gard.gouv.fr)

Sous Préfecture d'Alès

30-2022-12-20-00005

Arrêté préfectoral interdépartemental du 20 12  
22- extension périmètre SHVC à 4 nouvelles  
communes

## **Arrêté interdépartemental n°**

portant extension de périmètre du syndicat intercommunal  
des hautes vallées cévenoles (SHVC)

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le préfet de la Lozère  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment les articles L.5211-5 et L.5211-18 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 92-1498 du 9 juillet 1992 modifié portant création du syndicat intercommunal d'aménagement de la Vallée du Galeizon ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 05-08-01 bis du 1<sup>er</sup> août 2005 modifié portant transformation du syndicat à vocation unique en syndicat mixte fermé ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°30-2016-12-B1-009 du 12 décembre 2016 portant modification du périmètre du syndicat mixte d'aménagement et de conservation de la vallée du Galeizon ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°30-2016-12-16-007 du 16 décembre 2016 portant modification des statuts dudit syndicat mixte à la carte qui a pris le nom de syndicat mixte des hautes vallées cévenoles ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2017-12-12-B3-001 du 12 décembre 2017 portant extension du périmètre du syndicat mixte des hautes vallées cévenoles ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°30-2018-10-18-002 du 18 octobre 2018 portant constatation des modifications des statuts et extension du périmètre du syndicat, devenu intercommunal à vocation unique dénommé syndicat des hautes vallées cévenoles (SHVC) ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°30-2022-09-26-0003 du 26 septembre 2022 portant constatation des modifications des statuts du SHVC, devenu syndicat intercommunal à vocation multiple « à la carte » suite à l'ajout de la compétence DFCL au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°30-2022-09-26-0004 du 26 septembre 2022 portant extension du périmètre du SHVC aux communes lozériennes de Saint-Privat-de-Vallongue et Vialas pour la compétence MAB ;

**Vu** la délibération du conseil municipal du Branoux-les-Taillades (30) n°2021-31 du 28 juillet 2021 demandant l'adhésion de la commune au SHVC pour la compétence DFCL au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal du Collet-de-Dèze (48) n°2021-034 du 31 août 2021 demandant l'adhésion de la commune au SHVC pour la compétence « Man and Biosphère » (MAB) au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Portes (30) n°DCM 2021.17.09 du 17 septembre 2021 demandant l'adhésion de la commune au SHVC pour la compétence « Man and Biosphère » (MAB) au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Étienne-Vallée-Française (48) du 28 octobre 2021 demandant l'adhésion de la commune au SHVC pour la compétence « Man and Biosphère » (MAB) au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** la délibération n° D2021-29 du 05 octobre 2021 du comité syndical du syndicat des hautes vallées cévenoles décidant d'intégrer la commune lozérienne du Collet-de-Dèze (48) en qualité de membre pour la compétence MAB ;

**Vu** les délibérations n° D2022-28 et D2022-29 du 15 septembre 2022 du comité syndical du syndicat des hautes vallées cévenoles décidant d'intégrer en qualité de membre la commune de Branoux-les-Taillades pour la compétence DFCI et les communes de Saint-Étienne-Vallée-Française (48) et Portes (30) pour la compétence MAB ;

**Vu** les délibérations favorables à ces quatre adhésions des communes de :

Bonnevaux (01/10/2022), Cendras (24/10/2022), Chambon (19/10/2022), Chamborigaud (18/11/2022) Génolhac (27/09/2022), Lamelouze (26/09/2022), La Vernarède (21/10/2022), Les-Salles-du-Gardon (23/09/2022), Portes (16/09/2022), Sénéchas (20/09/2022), Saint-Martin-de-Boubaux (07/10/2022), Saint-Michel-de-Dèze (28/09/2022), Soustelle (22/11/2022) Vialas (23/09/2022) et Saint-Privat-de-Vallongue (29/09/2022) ;

**Considérant** que les membres du SHVC se sont prononcés favorablement dans les conditions de majorité requises par les dispositions précitées en faveur de ces quatre adhésions, et qu'il convient d'en prendre acte ;

**Sur** proposition des secrétaires généraux des préfectures du Gard et de la Lozère.

### **Arrête :**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'adhésion des communes du Collet-de-Dèze (48), de Saint-Étienne-Vallée-Française (48) et de Portes (30) au syndicat intercommunal des hautes vallées cévenoles (SHVC) pour la compétence « Man and Biosphère » (MAB).

Est approuvée l'adhésion de la commune de Branoux-les-Taillades (30) au syndicat intercommunal des hautes vallées cévenoles (SHVC) pour la compétence DFCI.

#### **Article 2 :**

Conformément à l'article 7 des statuts du SHVC approuvés le 10 novembre 2021, les communes du Collet-de-Dèze, de Branoux-les-Taillades, de Saint-Étienne-Vallée-Française et de Portes seront représentées au sein du comité syndical de l'établissement par un délégué titulaire et un délégué suppléant appelé à siéger au comité syndical, avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.

**Article 3 :**

Les secrétaires généraux des préfectures du Gard et de la Lozère, le président du syndicat intercommunal des hautes vallées cévenoles et les maires du Collet-de-Dèze, de Branoux-les-Taillades, de Saint-Étienne-Vallée-Française et de Portes, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures du Gard et de la Lozère, et notifié aux maires des communes membres.

Nîmes, le 20 décembre 2022

La préfète du Gard

**SIGNE**

Marie-Françoise LECAILLON

Le préfet de la Lozère

**SIGNE**

Phillipe Castanet